

États et peuples de la boucle du Niger et de la Volta

Kwame Arhin et Joseph Ki-Zerbo

Pour les pays de la boucle du Niger et de la Volta, le XIX^e siècle a été sans conteste une période de bouleversements majeurs et multiformes, de démantèlements politiques et institutionnels qui frappent en particulier les structures étatiques centralisées, surtout quand elles sont articulées en empires comme l'Ashanti, le Kong, les royaumes mossi et bambara. Ces secousses sont d'ailleurs le résultat de tensions internes, mais de plus en plus d'actions extérieures, notamment de changements notables dans les courants commerciaux. On assiste à des déplacements de peuples, surtout parmi les groupes non centralisés, *Völkerwanderungen*, qui ont souvent dessiné la carte ethnique telle qu'elle se présente encore aujourd'hui. Des mutations économiques consacrent la fin d'un monde et annoncent une ère nouvelle, la période coloniale. Ces changements sont souvent la cause et, parfois, la conséquence des bouleversements politiques. On assiste aussi à l'expansion accélérée des religions islamique et chrétienne qui sont favorisées par les hégémonies islamiques à l'œuvre dans les régions sahé-liennes ou par la poussée colonisatrice des Européens. Tous ces processus contribuent à remodeler vigoureusement la physionomie de cette région, à l'affaiblir et à faciliter, voire à appeler, la mise en place du système colonial.

Bouleversements politiques et institutionnels

Les pays du bassin voltaïque et de la boucle du Niger ont été, durant le XVIII^e siècle, des foyers de pouvoirs politiques débordant la région, et suc-

cédant au vaste empire de Gao, tombé à la fin du XVI^e siècle, ou tentant d'exploiter les nouvelles conditions économiques et politiques instaurées sur la Côte-de-l'Or par la traite des Noirs. Mais des conditions nouvelles provoquent, au XIX^e siècle, le démantèlement des grands royaumes, et déclenchent des transferts migratoires chez les peuples non intégrés par des pouvoirs centralisés.

Le système ashanti : de l'apogée au déclin

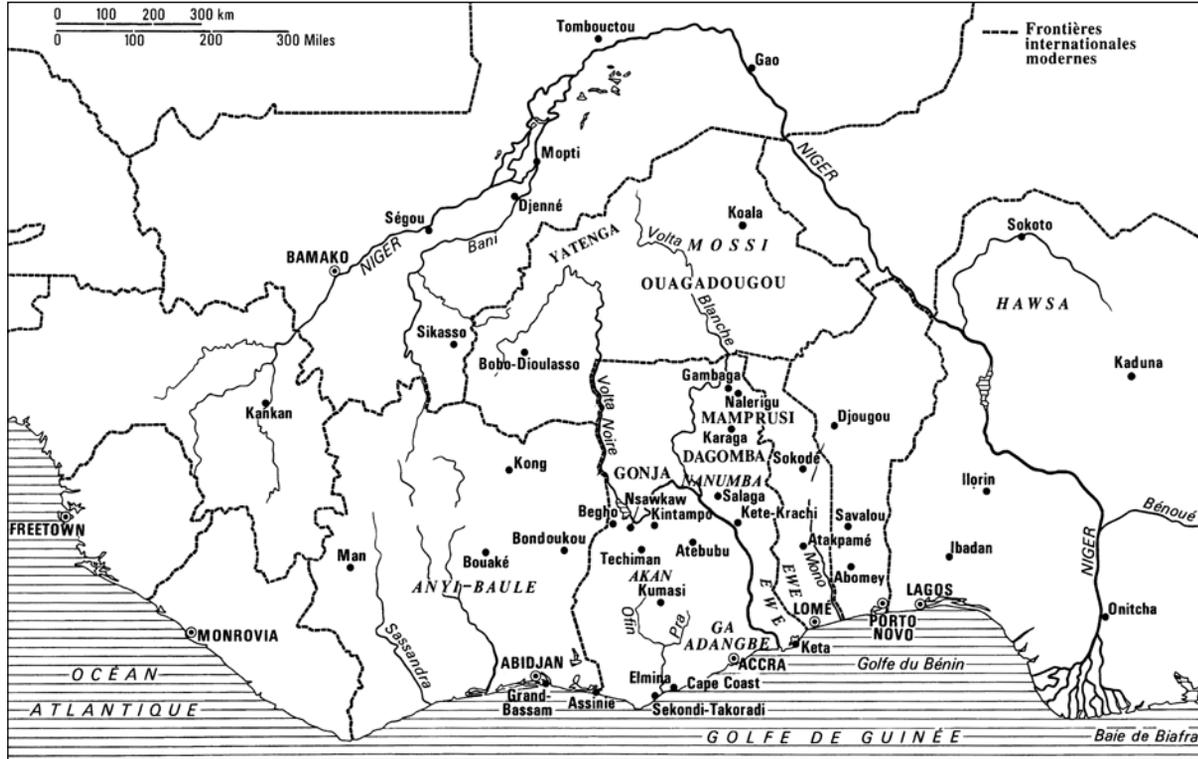
On a vu, dans le volume précédent¹, comment les dynasties ashanti s'étaient taillées, au XVIII^e siècle, au cœur de la forêt et sous la boucle de la Volta noire, un vaste empire. Grâce à Osei Tutu, le fondateur, à Opoku Ware et à Osei Kodjo, cet ensemble était fortement intégré dans son noyau central autour de Kumasi et du Tabouret d'or (*sikadwa*).

Il exerçait, sur la côte comme dans les royaumes dépendants du Nord, un pouvoir politique et économique incontesté. Au centre, les royaumes associés au clan oyoko de Kumasi deviennent peu à peu subordonnés et tributaires, grâce aux réformes de structure effectuées par Osei Kodjo, d'abord dans le royaume de Kumasi, puis aux dépens des royaumes akan voisins : Manpong, Nsuta, Dwaben, Bekwai, Kokofu, Bono, mais aussi Denkyira, Ahafo, Sefwi, Adansi, etc. Dans cette région, le *kumasihene* [roi de Kumasi] devint l'*ashanti-hene*. À partir de cette base, les dynasties ashanti contrôlèrent politiquement et économiquement les royaumes akan de la côte (Wassa, Nzima, Twifu, Akwamu, Akyem, Akwapim, Ga, Adangbe), mais surtout la bande côtière des chefferies fanti. De même, au nord, les royaumes de Gyaman (Abron), du Gonja, de Dagomba et même du Mamprusi tombèrent, surtout à partir du traité de 1794, dans la mouvance de l'Ashanti, ce que consacrait un tribut annuel (*ayibuade*) de deux mille esclaves.

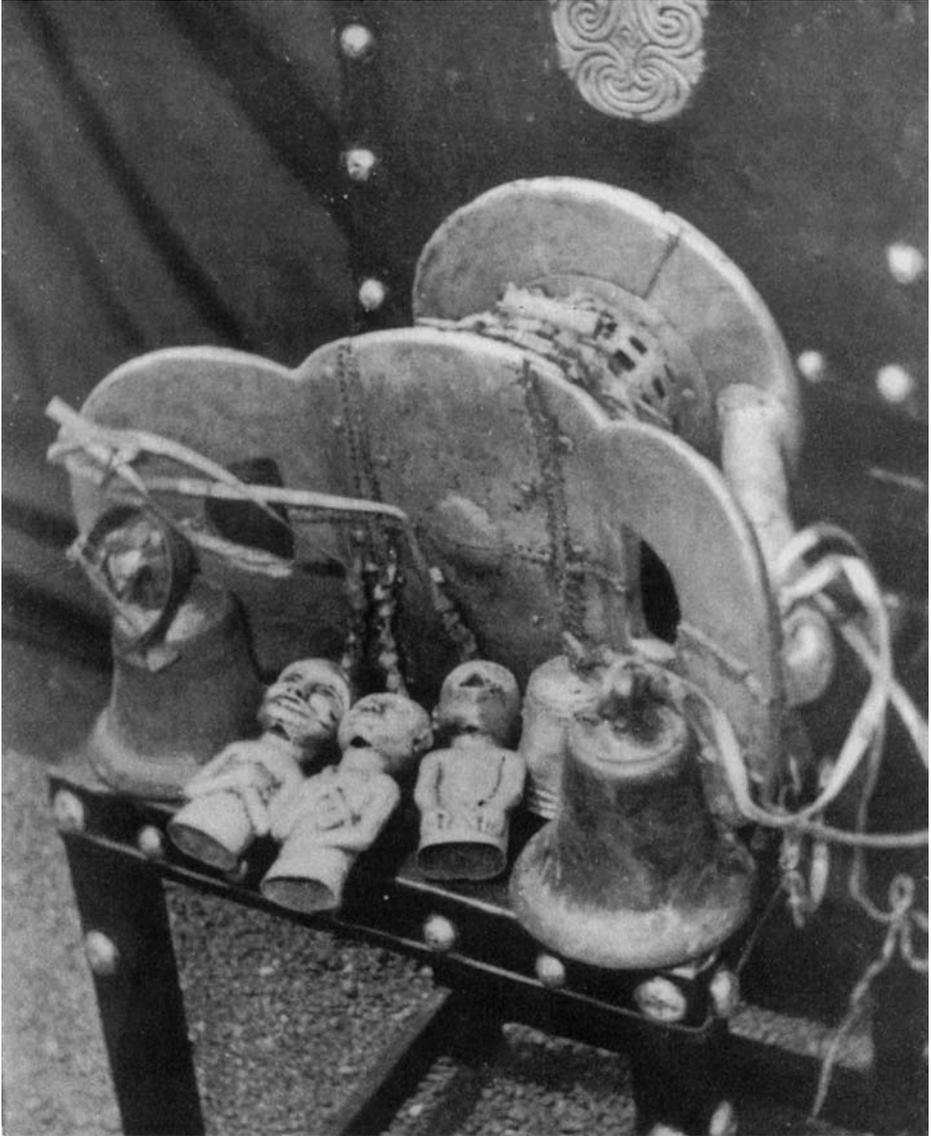
Or, le XIX^e siècle va s'ouvrir avec le règne d'un des plus grands *ashanti-hene*, Osei Bonsu (1801-1824). Dans une série de campagnes (1807, 1811, 1814), il porte ses armées victorieuses sur la côte. Les Anglais, alors empêtrés dans les guerres napoléoniennes, et sans doctrine précise pour leurs établissements de la Côte-de-l'Or, ne purent que reconnaître par la voix du colonel Torrane, président du Conseil des marchands et de ses successeurs, la réalité de la suzeraineté, voire de la souveraineté, de l'Ashanti sur tous les peuples côtiers.

Les Ashanti en profitèrent pour écraser, dans le Nord, une rébellion du Gonja puis du Gyaman (Abron). Mais, après avoir gagné du temps en transférant la responsabilité des comptoirs à la London Company of Merchants et en expédiant à la cour de l'*ashanti-hene* des émissaires (Bowdich et Dupuis) porteurs de projets de traités qui restèrent pratiquement lettre morte, la Couronne britannique reprit les forts pour les confier à l'autorité du gouverneur de Sierra Leone, sir Charles MacCarthy. Ce dernier, au cours d'une offensive téméraire en direction de Kumasi, subit le désastre de Nsamanku (1824),

1. Voir B. A. Ogot, 1992, chap. 12.



25.1. *Peuples et villes d'Afrique occidentale mentionnés dans le texte (d'après K. Arhin).*



25.2. *Le Tabouret d'or des Ashanti.*

[Photo prise par K. Arhin avec l'autorisation de l'*ashantihene*.]

où il fut vaincu par les forces ashanti². Stimulés par cet exploit, les Ashanti reprennent l'offensive vers la côte, mais se font écraser à Dodowa (1826) par une grande coalition des peuples côtiers sous l'égide des Anglais. C'était le glas de la puissance ashanti.

La période suivante (1826-1874) fut marquée par quelques victoires sans effet décisif des troupes ashanti, mais surtout par la direction pacifique du gouverneur George Maclean (1830-1843), et par les tentatives remarquables des Fanti et autres peuples côtiers pour se doter d'une autonomie réelle face aux menaces de Kumasi et aux empiétements des Européens.

La carrière de Maclean³ s'est déployée à partir du nouveau retrait des autorités britanniques qui, coincées entre leurs alliés encombrants de la côte et le dynamisme batailleur de l'Ashanti, estimèrent que la Côte-de-l'Or leur coûtait trop cher en argent et en vies humaines, et cela, malgré leur victoire de Dodowa. C'est ainsi que Maclean, président du Conseil des marchands qui héritait des forts, put donner libre cours, souvent en marge des instructions officielles de Londres, à son sens aigu des affaires et des hommes. Son objectif était double : tenir en respect les Ashanti et prendre en main les peuples côtiers. C'est ainsi qu'il fait signer un traité tripartite fanti-anglais-ashanti par lequel ces derniers reconnaissent l'indépendance des pays côtiers au sud de la rivière Pra, acceptent de porter devant la partie anglaise les conflits éventuels et s'engagent à tenir ouvertes les routes de commerce. Maclean tenta d'initier peu à peu les Fanti aux principes judiciaires anglais, à travers une hiérarchie de tribunaux partant des cours des chefs jusqu'à la juridiction présidée par lui-même. Les milices locales, placées auprès des chefs, aidaient à l'application des normes nouvelles, cependant que l'introduction des cauris pour les transactions mineures et l'encouragement à la production d'huile de palme commençaient à transformer la structure économique.

Mais le gouvernement britannique décidait de reprendre à son compte les établissements côtiers en 1843, de les régenter par une convention judiciaire officialisant la loi britannique (Bond de 1844)⁴. Par l'ordonnance municipale de 1858, la Côte-de-l'Or, en tant que protectorat, fut séparée de nouveau de la Sierra Leone, et reçut un gouverneur contrôlant un conseil législatif et un conseil exécutif.

Selon le principe général d'après lequel les populations locales doivent subvenir aux frais de leur progrès matériel, social et intellectuel, un impôt de capitation d'un shilling fut instauré en 1852 et généralement accepté, mais de façon éphémère⁵. En effet, la résistance contre l'impôt fut rapidement très vive, non pas tant parce que les employés appointés à la collecte supplantaient les chefs, mais parce que 8% seulement des recettes allaient aux écoles et aux routes, l'essentiel servant à rétribuer toute la gamme des fonctionnaires affectés.

2. Sur sir Charles MacCarthy, voir A. A. Boahen, 1974, p. 188-189.

3. Sur la carrière de Maclean, voir G. E. Metcalfe, 1962, p. 33-34 et p. 45.

4. Lord Stanley au lieutenant gouverneur H. W. Hill, 16 décembre 1843, n° 124, dans : G. E. Metcalfe, 1964.

5. The Poll Tax Ordinance, 19 avril 1852, n° 181, dans : G. E. Metcalfe, 1964.

tés à la gestion. Malgré les tentatives de réforme ultérieures, et les expéditions punitives, le gouverneur Pine fut contraint de renoncer à l'impôt en 1864.

Ce fut là le premier mouvement de résistance à caractère purement social et national, c'est-à-dire non ethnique. Il fut d'ailleurs suivi très vite par une action⁶ de portée beaucoup plus considérable parce que directement politique.

Dès 1864, les chefs de la Côte-de-l'Or envoient un cahier de doléances au gouverneur pour protester contre les empiétements sur leurs droits et leurs intérêts, montrant par des exemples concrets comme leur emprisonnement par de simples fonctionnaires, comment leur dignité était bafouée⁷. Peu après, Aggrey, « roi » de Cape Coast, allait plus loin, sur les conseils d'un avocat talentueux, Charles Bannerman. Il proteste contre le fait qu'on traite les habitants de son territoire comme des sujets britanniques, exige que les rapports entre les chefs et le gouverneur soient précisés, et demande pourquoi il ne dispose d'aucune part dans les recettes fiscales⁸. Enfin, il menace de lever une milice locale pour la sécurité de son territoire. Il fut déporté en Sierra Leone.

Mais le mouvement continua de plus belle, sous l'inspiration des intellectuels africains que le Colonial Office présente, en 1855, déjà comme une classe intermédiaire, à moitié civilisée, avec des idées acquises chez les missionnaires ou ailleurs. Ils poussaient à l'émancipation en disant aux Africains : « Vous n'êtes pas des sujets britanniques, donc vous n'êtes pas tenus à l'obéissance. Vous avez droit à une part du pouvoir dans votre propre pays. Seule l'union vous fera accéder à vos droits. » Telles étaient les idées de J. Africanus Horton, un Sierra-Léonien, de Joseph Smith, Henri Barnes, T. Hughes, F. L. Grant, R. J. Gharthey. Or, les chefs côtiers étaient très sensibilisés à ces arguments par les événements en cours. Ils redoutaient les retours offensifs des Ashanti, étaient résolus à contribuer eux-mêmes à leur propre défense, mais réprouvaient la mollesse des Hollandais à l'égard de Kumasi et de son allié local, Elmina. Ils s'opposèrent donc à l'échange de forts que les Anglais avaient envisagé avec les Hollandais afin d'homogénéiser leurs territoires respectifs. Mais ils craignaient aussi d'être abandonnés par les Anglais qui les poussaient à l'union contre l'Ashanti pour la défense de la côte, mais n'entendaient pas leur donner de moyens à cet effet. Deux expériences d'autonomie furent donc tentées, à l'ouest et à l'est de la côte.

À l'ouest, l'assemblée de Mankessim, composée des chefs fanti mais aussi de délégués du Denkyira, de Wassa, de Twifu et de l'Assinie, élaborera successivement trois constitutions⁹ : la première en 1868, la seconde, signée et scellée par 31 chefs et rois, instaure un roi-président élu par ses pairs, qui préside l'Assemblée nationale composée par les chefs. L'Assemblée représentative, elle, constituée par des délégations à raison de deux mem-

6. Voir A. A. Boahen, 1974, p. 239.

7. Document n° 243, dans : G. E. Metcalfe, 1964.

8. Carnavon à Blackhall, 23 février 1867, n° 258, dans : G. E. Metcalfe, 1964.

9. Quassie (Kwassi); Edoo *et al.* à sir A. F. Kennedy, 24 nov. 1871, document dans n° 278, dans : G. E. Metcalfe, *op. cit.*

bres (un chef et un lettré) par royaume, était présidée par le vice-président, lequel dirigeait aussi le Conseil exécutif. Or, dès 1872, cette constitution était amendée pour soumettre la légitimité de la Confédération à la reconnaissance du gouvernement britannique, lequel était sollicité, d'autre part, pour fournir la moitié du budget de la Confédération et, à défaut, pour prendre toutes ses responsabilités en transformant la Côte-de-l'Or en colonie.

En trois ans, la Confédération était opérationnelle, levant une armée de 15 000 hommes, mettant en place les institutions et les hommes, y compris pour la Cour suprême, levant un impôt dont les deux tiers du montant allèrent à la Confédération, et le tiers restant aux chefferies membres.

Elle inspira même à l'est, autour d'Accra, une confédération symétrique, mais qui fut bien timide face à la puissance des chefs de cette région. À l'ouest, d'ailleurs, le mouvement autonomiste s'épuisait dès 1872, car, cette année-là, les Hollandais avaient finalement vendu leurs forts et quitté le littoral, ce qui supprimait l'un des motifs de crainte des chefs confédérés. En outre, l'armée de ceux-ci ne parvenait pas à forcer la décision contre le fort d'Elmina, et les moyens financiers demeuraient insuffisants. Mais, surtout, les Britanniques mirent tout en œuvre pour réprimer les intellectuels et diviser les chefs jusqu'à l'effondrement de la Confédération fanti.

Bien que de courte durée, la Confédération fanti eut beaucoup d'importance. Dernier souffle de protestation sur la Côte-de-l'Or contre l'avancée du colonialisme, elle tentait de recréer l'unité fanti détruite sous l'effet décisif de la présence européenne, et annonçait le rôle que l'élite instruite jouerait à l'avenir dans les affaires du littoral : guider les chefs traditionnels totalement analphabètes. Elle montrait donc comment, en instruisant, le colonialisme fourbissait l'arme qui serait un jour sa perte. L'hostilité que les gouvernements coloniaux manifestèrent par la suite à l'élite éduquée trouve là son origine.

Après avoir éliminé la Confédération et acheté le départ des Hollandais en 1872, les Anglais saisirent la première occasion pour régler, une fois pour toutes, la question ashanti. L'invasion ashanti qui eut lieu cette année-là pour reconquérir Elmina, que l'Ashanti considérait comme sienne depuis longtemps, et revendiquer de nouveau Assin, Denkyira et Akyem, leur en fournit le prétexte. En 1874, ils envoyèrent une puissante armée sous le commandement du général Wolseley, qui captura et incendia Kumasi. La même année, Kofi Karikari dut signer le Traité de Fomena, par lequel l'Ashanti renonçait définitivement à tous ses droits sur le littoral.

L'année suivante, l'Ashanti s'affaiblissait encore par la guerre entre Kumasi et Dwaben, qui fut écrasé, et dont les habitants se réfugièrent dans le protectorat britannique. Or, Dwaben était l'un des centres ashanti les plus valeureux et les plus fidèles. Dès lors, l'anarchie s'installa à Kumasi et dans les pays tributaires du Nord, et malgré la politique de consolidation de Kwaku Dwa III, dit Prempeh (le Gros). Ce dernier sera arrêté par ruse en 1896, au moment de la ruée coloniale, et déporté. Ce qui avait fait la puissance incontestée de l'Ashanti, au XVIII^e siècle et au début du XIX^e c'est, bien sûr, sa position mitoyenne entre les pôles que représentaient la boucle

du Niger et la côte du golfe de Guinée; mais aussi le génie de l'organisation politique et administrative qu'avaient ses dirigeants¹⁰.

Au début du XIX^e siècle, ce système avait atteint un haut degré de perfection et d'efficacité, qui seul justifiait son extension croissante jusqu'à englober les États fanti. Le grand ensemble ashanti comprenait alors trois types d'unités territoriales.

En premier lieu, le groupe des chefferies ashanti, unies de longue date, sous l'autorité de l'*ashantihene*, par l'identité de langue, la contiguïté géographique, un vaste réseau de liens de parenté et d'affinités, un siècle d'activités et de fierté militaires communes, ainsi que la sanction mystique de la foi en la puissance tutélaire du Tabouret d'or des Ashanti et des esprits des ancêtres de l'*ashantihene*¹¹. Les témoignages concrets de l'appartenance à l'union étaient les suivants: participation des chefs des États membres à l'intronisation du chef de l'État de Kumasi, souverain ashanti; serment d'allégeance à son égard; présence à l'assemblée générale (*nhyiamu*) des chefs, où l'on délibérait des affaires politiques majeures (guerre, paix, traités...); acceptation du grand serment des Ashanti comme instrument de justice suprême sur tous les territoires de l'*ashantihene*¹².

Ces institutions intégratrices constituaient les bases essentielles de l'appareil d'État. On les retrouvait dans tous les États akan en dehors de l'Ashanti; ce qui signifie que l'idée de légitimité du pouvoir par la guerre avait supplanté celle de l'identité politique fondée sur la parenté et la religion.

C'est ainsi que la deuxième catégorie d'États dans ce vaste empire était constituée par des États akan limitrophes du pays ashanti. Les peuples de ces États comprenaient le sens de ces institutions. On attendait d'eux qu'ils les vivent sous l'autorité de l'*ashantihene*, afin d'en tirer les mêmes bénéfices que les peuples ashanti eux-mêmes.

Enfin, la troisième catégorie d'États comprenait des territoires éloignés géographiquement et culturellement, comme le Dagomba, le Mamprusi, le Gonja. On les considérait essentiellement comme devant contribuer au développement économique ashanti. Ces États non akan du Nord étaient soumis à un contrôle militaire et politique à cause de leurs ressources économiques. Ils fournissaient également, sous forme de tribut, une grande partie des hommes destinés aux guerres et à l'agriculture de l'Ashanti¹³. On a contesté cette distinction importante, en prétendant que les motivations économiques et politiques se retrouvaient dans toutes les guerres ashanti. Dans le même sens, on a invoqué l'existence de représentants de l'Ashanti dans tous les types d'États, ainsi que l'«achantisation» de l'armée du Dagomba ou les interventions de l'*ashantihene* dans les querelles de succession du Gonja et du Dagomba¹⁴.

10. Voir B. A. Ogot, 1992.

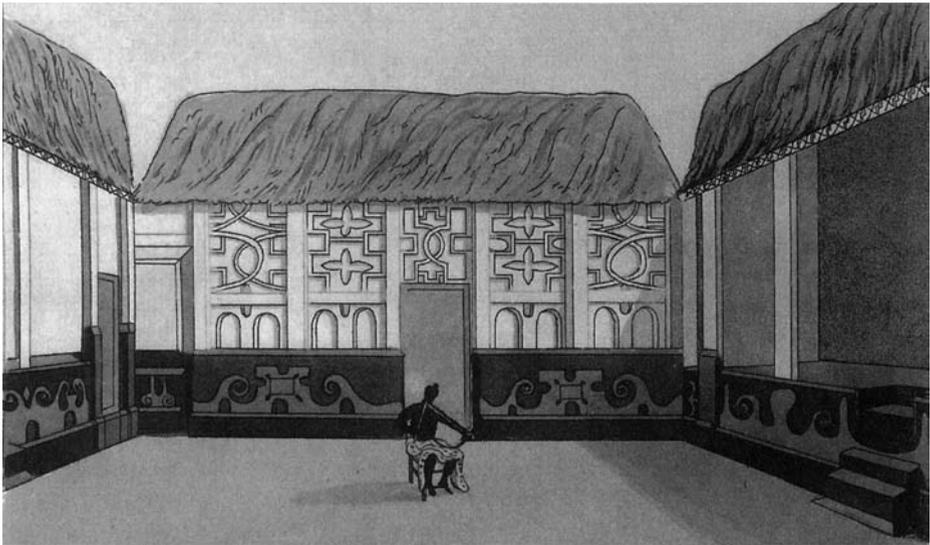
11. Voir R. S. Rattray, 1929, p. 398-409; K. A. Busia, 1951; I. Wilks, 1975, chap. 2.

12. I. Wilks, 1975; J. M. Sarbah, 1906; K. A. Busia, 1951; p. 78; R. S. Rattray, 1929, p. 388-389.

13. T. E. Bowdich, 1819, p. 320-321.

14. J. K. Fynn, 1974; I. Wilks rejette cette catégorisation, 1975, p. 42-60.

Mais il est évident que les commissaires régionaux avaient des mandats différents selon les cas. Dans les régions akan, ils devaient veiller au règlement des conflits en faisant observer le serment de l'*ashantihene*, de manière à souligner sa souveraineté sur ces territoires; la perception des impôts dans ces régions, considérée par les observateurs européens de l'époque comme une exploitation, ne posait pas de problème pour l'*ashantihene*, puisque les mêmes charges pesaient sur les États proprement ashanti¹⁵. Le vrai problème, c'était la souveraineté territoriale. Dans les régions non akan, les commissaires s'appliquaient à renforcer les termes du « traité » entre l'*ashantihene* et le Dagomba, par exemple¹⁶ à propos du tribut. En revanche, nous ne possédons pas de documents attestant la présence de contingents du Gonja ou du Dagomba dans l'armée ashanti, ni le paiement, par ces pays, de l'impôt de guerre ashanti (*apeatoo*). Le règlement des conflits de succession au Gonja et au Dagomba doit donc être considéré comme une action politique à visée économique: la paix dans ces territoires garantissait le paiement du tribut, de même pour l'« achantisation » de l'armée dagomba. Un vicil informateur ashanti déclarait à ce propos: *Na yene wonom nko nhyiamu* [« Nous n'allions pas en conseil avec eux »].



25.3. *La cour des finances, Kumasi, 1817.*

[Source: T. E. Bowdich, *Mission from Cape Coast Castle to Ashantee*, 1819, Londres, John Murray. Illustration reproduite avec l'autorisation du Conseil d'administration de la bibliothèque de l'Université de Cambridge.]

Avec les États akan, le problème était essentiellement celui de la souveraineté. La dimension économique des conquêtes ashanti dans le Sud ne

15. B. Cruickshank, 1853, vol. II, p. 143.

16. T. E. Bowdich, 1819, p. 235.

fait aucun doute. Mais il est clair que, au début du XIX^e siècle, les Ashanti s'intéressaient essentiellement à une domination politique sur les autres peuples akan, auxquels ils cherchaient à imposer leurs propres institutions centrales. Tout d'abord, le tribut extorqué aux peuples vaincus fut ici peu à peu transformé en impôt de guerre (*apeatoo*)¹⁷. Ensuite, le grand serment ashanti, le *Ntam Kesie*, considéré comme l'instrument suprême de la justice, fut institué chez les autres peuples akan, et leurs propres serments locaux lui furent subordonnés¹⁸. En troisième lieu, la présence des principaux dirigeants akan de la périphérie était exigée lors de la fête annuelle de l'*Odwira*, où ils devaient rendre hommage à leur « suzerain », l'*ashantihene*¹⁹. Enfin, des contingents de tous les États akan combattaient en tant que forces ashanti dans les guerres des Ashanti à l'intérieur et à l'extérieur de l'empire. Le problème de la souveraineté était à l'origine des chocs fréquents entre les Ashanti et les autres Akan, ou les Européens. La fermeture des routes commerciales menant à Accra, décrétée par les Akim et les Akwapim, provoqua des guerres avec l'*ashantihene*, parce que ce dernier l'interprétait surtout comme une rébellion, un refus de la domination politique des Ashanti. Les attaques de ceux-ci contre les Fanti sont inspirées par cette même volonté d'hégémonie politique.



25.4. *Le premier jour de la fête annuelle de l'Odwira à Kumasi, 1817.*

[Source : T. E. Bowdich, *Mission from Cape Coast Castle to Ashantee*, 1819, John Murray, Londres. Illustration reproduite avec l'autorisation du Conseil d'administration de la bibliothèque de l'Université de Cambridge.]

Comme preuve de sa souveraineté, l'*ashantihene* faisait état des documents engageant les signataires au paiement d'un loyer pour le château de Cape Coast et le fort d'Anomabo, qu'il disait avoir acquis lors de la conquête du pays fanti en 1807²⁰. Après la défaite du Gyaman en 1818, l'*ashantihene* déclara que les gens de Kommenda et de Cape Coast devaient l'*aseda*, redevance de gratitude, en témoignage de joie pour la victoire de leur seigneur

17. *Ibid.*, p. 320.

18. Voir Major Chisholm à sir Charles MacCarthy, le 30 septembre 1822, document n° 56, dans : G. E. Metcalfe, 1964.

19. J. M. Sarbah, 1906.

20. T. E. Bowdich, 1819 p. 47, 68.

et maître²¹. Enfin, en 1822, les commissaires de l'*ashantihene* exigèrent le jugement et la punition d'un sergent de police du fort d'Anomabo, parce qu'il n'avait pas réagi correctement quand un marchand ashanti avait prononcé devant lui le serment de l'*ashantihene*²².

Les États mossi

Le pays mossi, qui, depuis le XVI^e siècle, avait connu un essor remarquable culminant au XVIII^e²³ est, au début du XIX^e siècle, dans un état de décomposition qui paralyse de l'intérieur, et démantèle de l'extérieur, les deux principaux royaumes de Ouagadougou et du Yatenga. Seul le royaume de Bussuma (Boussouma) profite de cette débâcle pour s'étendre et se consolider. Deux exemples suffiront pour montrer la décadence grave dans laquelle avait sombré le puissant royaume de Ouagadougou : la guerre de Bussuma et la guerre de Lallé.

Le royaume de Bussuma en pleine expansion s'est heurté, au début du siècle, à celui de Ouagadougou, commandé alors par Mogho Naaba Dulugu. C'est en s'immisçant dans les querelles intestines du Salmatenga (région de Kaya) que Naaba Piga de Bussuma réussit à mettre la main sur cette chefferie. Mais, en accueillant un exilé du royaume de Ouagadougou, il subit l'invasion des forces de Mogho Naaba Dulugu, et dut se réfugier à Mane, qui lui-même guerroyait contre le chef du Zitenga, un protégé de Ouagadougou. C'était donc une guerre circulaire au cours de laquelle de nombreux princes mécontents de la campagne contre Mane firent défection, et où Mogho Naaba Dulugu de Ouagadougou fut mortellement blessé. Le successeur de Naaba Piga, considérant que le chef de Mane était responsable de la mort de Mogho Naaba Dulugu, obligea le *naaba* de Mane à s'empoisonner, cependant que le successeur de Dulugu, Naaba Sawadogho, obligeait le chef de Zitenga, son propre frère, qui avait osé lui disputer le trône, à se suicider.

Cinquante ans après, Ouagadougou, allié de Boulsa, attaquera encore Bussuma, allié de Pisila. Naaba Ligidi de Bussuma, bien que harcelé, réussira néanmoins un raid de sa cavalerie dans la capitale du *mogho naaba*, à Ouagadougou, où les dégâts matériels et humains furent considérables²⁴.

21. Le gouverneur et le Conseil au comité africain, 11 janvier 1819, document n° 39, dans : G. E. Metcalfe, 1964; voir aussi le gouverneur et le Conseil au comité, le 22 mars 1819, document n° 110, *ibid.*

22. Voir document n° 63, *ibid.*; K. A. Busia (1951, p.78) définit un serment comme « une formule stéréotypée faisant très obscurément allusion à un événement tragique » dans l'histoire de la communauté politique à laquelle se rapporte le serment, et dont le chef est dit « posséder le serment ». En rappelant l'événement en question, le serment est censé troubler les esprits des ancêtres défunts du lignage royal; ceux-ci devront être apaisés par des sacrifices. C'est pourquoi un serment ne doit être prononcé que selon les règles prescrites, comme instrument judiciaire enjoignant à une partie dans un conflit de comparaître devant le tribunal du dirigeant auquel le serment était prêté, ou en tant que moyen de faire appel à un tribunal supérieur. Voir R. S. Rattray, 1929, p. 76, 102-104, 315 et suivantes.

23. Voir B. A. Ogot, 1992, chap. 12.

24. Y. Tiendrebeogo, 1964 p.57-58.

Par ailleurs, les guerres entre le Bussuma et le royaume de Riziam permirent au Bussuma, non sans mal, d'annexer les chefferies du Salmatenga et de Pikutenga (Pikoutenga). Dans ces engagements, Naaba Koabgha de Riziam avait appelé à l'aide un chef fulbe du Djelgodji.

Or, en 1881, Naaba Ligidi de Bussuma lançait une expédition contre Koala, au nord du pays gulmance et à la frontière du royaume fulbe de Dori et du pays mossi. Les troupes du Bussuma eurent très difficilement raison du village fortifié de Koala, dont l'émir de Dori attendait la défaite pour s'en emparer. Naaba Ligidi se garda de favoriser cette visée des Fulbe²⁵.

À sa mort, en 1890, Naaba Ligidi avait repoussé les frontières du royaume de Bussuma à leurs plus extrêmes limites. Au prix de nombreux affrontements, il avait assuré sa prépondérance à la frontière du pays fulbe et gulmance.

Alors que le Bussuma s'imposait à l'est de Ouagadougou, à l'ouest, le maître de Lalle, une puissante chefferie jouxtant le pays gurunsi, se rebellait avec éclat. Cette guerre qui couvra longtemps et se rallumera cinquante ans après entraînera de plus en plus de peuples dans la tourmente jusqu'à la conquête française.

Elle débute sous Naaba Karfo (1842-1849) de Ouagadougou, et à partir d'un incident banal, ce qui démontre le degré de décrépitude du système mossi à cette époque. Elle était terriblement aggravée du fait que, contre le *mogho naaba* de Ouagadougou, se trouvaient alliés l'un de ses vassaux les plus puissants et son principal « ministre », le *widi-naaba*²⁶. Cette coalition était redoutable, puisqu'elle amalgamait deux groupes sociaux généralement antagonistes : un élément de la noblesse placée à la tête des commandements territoriaux et le plus éminent représentant de la caste « bureaucratique » d'origine roturière mais qui, autour du souverain, gérât les grandes affaires de l'État. Dans cette guerre civile qui sonnait le glas du royaume de Ouagadougou, Naaba Wobgho de Lalle, dont la partie orientale du territoire était trop enfoncée au milieu de terres loyalistes, s'appuya de plus en plus sur la zone occidentale peuplée en grande partie de Gurunsi, qui furent largement mis à contribution, cependant que le *mogho naaba* de Ouagadougou réussissait par ruse à faire liquider son « ministre » rebelle.

Mais, au temps de Mogho Naaba Sanem de Ouagadougou (1871-1889), le conflit reprenait de plus belle avec Naaba Wobgho de Lalle. Il se poursuivit sous le *mogho naaba* de Ouagadougou, aussi appelé Wobgho (1889-1897). La première bataille vit la déroute des forces royales. Le *mogho naaba*, incapable de réduire la rébellion, se tourna, de guerre lasse, vers les mercenaires zamberma (zambarima) pour arracher la décision.

Les Zamberma avaient quitté leur pays (Niger actuel) pour échapper aux exactions des Fulbe²⁷. Ils se mirent au service de Ya Na, roi de Yendi, Na Abdoulaye, comme chasseurs d'esclaves. Ils marchaient sous les ordres de Alfa Hano, puis de Gazari, et enfin de Babato. S'étant brouillés avec

25. P. Delmond, 1953, p. 39.

26. Y. Tiendrebeogo, 1964, p. 48-49.

27. M. Izard, 1970, tome I, p. 183 et suivantes.

le roi de Yendi, ils entreprirent de contrôler le riche pays gurunsi qu'ils mirent en coupe réglée. Mogho Naaba Wobgho les ayant appelés contre le Lalle, ils avancèrent en pays mossi sans faire de quartier à personne. Les « chefs » fidèles au *mogho naaba* de Ouagadougou s'opposèrent à eux et leur barrèrent la route, comme à Saponé, où ils furent écrasés, et comme à Kayao. L'armée du roi elle-même leur infligea de lourdes pertes, et le *tapsoba* [général en chef] ne les laissa passer qu'à contrecœur après en avoir reçu l'ordre de Ouagadougou. C'est à la suite de maints engagements sanglants que les Zamberma affaiblis abordèrent la province du Lalle rebelle, qui les rejeta dans les marécages où ils furent décimés. Seuls les débris de cette colonne d'intervention rejoindront Léo²⁸. L'ironie macabre du sort veut que la conquête européenne entraîna, à la fin du siècle, la fuite du *mogho naaba* de Ouagadougou vers le territoire britannique en 1897, cependant que son vassal et homonyme Wobgho de Lalle était battu et exécuté à Ouagadougou, par les Français.

Dans le pays mossi au nord, la prépondérance du Yatenga est manifeste : mais, au cours du XIX^e siècle, la décadence est aussi évidente. En effet, à part quelques opérations d'expansion en vue de l'intégration comme dans les royaumes de Yako et du Yatenga (Riziam), les autres actions du Yatenga vont consister, durant cette période, en réactions contre les menaces extérieures, dont l'exemple typique réside dans les opérations du Djelgodji, ainsi qu'en une guerre civile sans fin entre les prétendants au trône, dont la plupart n'auront plus le temps de se faire introniser.

En matière d'intégration par la conquête, les deux principales initiatives ont été celles de Naaba Tuguri (1806-1822) contre Yako²⁹. Mais le maître de ce royaume mitoyen entre le *mogho naaba* de Ouagadougou et celui du Yatenga était plutôt dans la mouvance du premier. Naaba Silem de Yako, destitué par Naaba Tuguri du Yatenga, ne restera pas plus d'un an. Et, sans doute avec l'aide du grand voisin de Ouagadougou, il reprendra son commandement.

Quant à l'action contre le Riziam, elle ne pouvait que porter ses fruits. En effet, ce royaume, dont la capitale, Sabce, était excentrée dans la région sud, avait porté tous ses efforts de ce côté, en particulier contre les puissants *naaba* de Bussuma. Le Nord, qui ne communiquait avec la région sud que par un couloir étroit et peu peuplé, n'était plus très lié à la base méridionale du royaume. En revanche, cette région septentrionale était, dès le règne de Naaba Kango, sous l'influence et la pression du Yatenga. Les campagnes des *naaba* Totetalbo (1834-1850) et Yemde (1850-1877) aboutirent à l'annexion pure et simple du territoire de Titao et de Toulfé, ce qui isola davantage la chefferie rumba de Mengao de celle de Toulfé; en effet un chef de guerre, d'origine captive, était posté à Titao. Avec le chef de Kossouka préposé à la surveillance, le maître de Zitenga à Tikaré se trouvait sous un contrôle renforcé; ce qui l'amènera à

28. Y. Tiendrebeogo, 1964, p. 70-71.

29. Voir D. Nacanabo, 1982.



25.5. Personnages masqués mossi, probablement des « prêtres de la terre » représentant l'autorité aborigène, début du XX^e siècle.

[Source : J. Vansina, *Art history in Africa*, 1984, Longman, Londres. Illustration : © Frobenius Institute.]



25.6. Mogho Nabba Sanem fêté par ses sujets en 1888.

[Source : L. G. Binger, *Du Niger au golfe de Guinée*, 1892, Hachette, Paris. Illustration reproduite avec l'autorisation du Conseil d'administration de la bibliothèque de l'Université de Cambridge.]

se rapprocher davantage de son « frère », le *naaba* du Datenga, et même du roi de Riziam.

D'ailleurs, les campagnes extrêmement rudes du Riziam, pays de collines escarpées, avaient coûté très cher au Yatenga, y compris la vie de Naaba Totebalbo. Les gains des campagnes contre le Djelgodji sont assez coûteux aussi. Certes, la frontière avec l'empire du Macina fut alors mieux fixée ; mais le Djelgodji avait puisé, dans les interventions mossi, une volonté supplémentaire d'indépendance à l'égard du Yatenga³⁰.

Enfin, en ce qui concerne l'anarchie et la guerre civile, elles étaient déjà potentiellement contenues dans l'élection de Naaba Tuguri, au début du siècle, contre la volonté de ses nombreux frères. Souvent, deux concurrents se succéderont à intervalles rapprochés, régneront par alternance ou même simultanément, avec chacun son clan et sa capitale. Ce furent les cas de Naaba Wobgho et de Naaba Nyambemogho d'une part, et de Naaba Korogho et de Naaba Ragongo d'autre part. Les princes s'approvisionnaient alors en troupes chez les peuples san (samo) de Gomboro (fournisseurs d'archers) et/ou fulbe de Tiou (fournisseurs de cavaliers) pour forcer la décision politique avec les armes³¹.

Au total, le processus historique, dans le Yatenga du XIX^e siècle, a été, dans la ligne du XVIII^e siècle, très extraverti, à cette différence près que les défis et les risques étaient beaucoup plus graves désormais. Sous Naaba Baogho (1885-1894), soutenu par les fils de Sagha (sauf le clan de Tuguri), les luttes fratricides s'installèrent. Les fils de Sagha, en effet, se subdivisaient à leur tour en clan de Totebalbo et clan de Yemde. Ils finirent par s'entendre pour imposer Naaba Baogho ; mais celui-ci fut aussitôt contesté par les fils de Tuguri : occasion rêvée pour l'intervention française³².

Les plateaux voltaïques à l'Ouest et au Sud

Dans cette région, des groupes et des clans de même lignée, sans pouvoir centralisé pour la plupart, résistent assez bien aux bouleversements du temps, dont les vecteurs, depuis quelques siècles déjà, sont les Juula (Dioula) ou les Marka (Dafin) qui constituent, avec les autochtones, des amalgames biologiques, sociaux et économiques dont l'un des prototypes est le peuple bobo-juula. Il ne faut d'ailleurs pas tracer de frontière purement théorique entre les peuples à pouvoir centralisé et les autres. En effet, la centralisation peut prendre des formes qui ne sont pas politiques, tel le *poro* des Senufo, communauté de très grande envergure à caractère religieux qui détermine la hiérarchie sociale. Il est donc normal que les peuples peu hiérarchisés politiquement accusent les coups des convulsions du XIX^e siècle de façon différente que les sociétés politiquement plus structurées. Ces observations aident à comprendre l'histoire tumultueuse des groupes voltaïques

30. M. Izard, 1970, tome 2, p. 350.

31. *Ibid.*, p. 331-333.

32. J. Ki-Zerbo, 1953. Les guerres fratricides entre « les fils de Tuguri » et « les fils de Sagha » fournirent l'occasion de l'intervention française.

de cette région, durant le XIX^e siècle — invasions, assauts préventifs, résistances, adaptations et métissages divers. En général, tout en rejetant plus ou moins vigoureusement les tentatives de domination des groupes mande, mossi, zarma, marka, fulbe, les peuples les plus sédentaires, sinon autochtones, se sont accommodés de leur présence et de leur activité économique, quitte à opérer des transferts géographiques lorsque la pression politique ou la ponction économique devenait trop forte. Donnons quelques exemples de ce propos.

Le Gwiriko et le Kenedugu (KénéDougou) sont tous deux des émanations du pouvoir des Ouattara de Kong³³. Ils seront relayés, vers la fin du XIX^e siècle, par la dérive vers l'est d'un autre Empire juula (dioula), celui de Samori Touré³⁴.

Le Gwiriko³⁵ formé au XVIII^e siècle autour de Bobo-Dioulasso et de la boucle nord de la Volta noire, florissait à force de révoltes matées, entre les hégémonies successives de la boucle du Niger (Ségou, Macina, Empire tukuloor) et les royaumes du plateau central mossi. Mais, après Maghan Oulé Ouattara (1749-1809) et son fils, Diori Ouattara, l'empire craque de partout — par résistances sécessionnistes des peuples soumis, ou par essaimage de petits groupes juula (dioula) tentant à leur tour leur chance. Tiéfo, Bobo-Juula (Dioula), Bolon, etc., secouent le joug. Bako Morou (1839-1851) arrêta un moment la débâcle en s'alliant aux Tiéfo et aux Bobo-Juula (Dioula) pour écraser les forces du Kenedugu à Ouléni, où le futur roi, Tiéba, sera capturé et vendu comme esclave.

Après lui, la décadence reprend. C'est ainsi que, autour de Boromo, une famille de marabouts marka venue de Djenné se taille un fief, sous les ordres de Mamadou Karantao, qui rassemble Marka, Mossi et Dagari-Juula (Dioula). Les Ko autochtones sont chassés de Boromo. Puis, défiant l'autorité des Ouattara, Mamadou Karantao se lance à la conquête du Bwamu (pays des Bwaba) et fonde Ouahabou. Son fils, Karamoko Moktar, poursuit son œuvre, non sans difficultés et échecs, dans le Bwamu et en pays dagari et wiile.

Ce que Karamoko Moktar tentait par le sud du Gwiriko, le Kenedugu l'effectuait par le nord. Organisé au XVIII^e siècle autour de Sikasso, c'était une extension lointaine de Kong sous les Traoré, Senufo dioulaïsés, c'est-à-dire islamisés. C'est entre 1850 et 1860 que Laoula fonde la puissance des Traoré sur les petites chefferies senufo. Ce pouvoir sera confirmé à partir de 1875 par le roi Tiéba, allié des Français. Après s'être rapproché des Kiembagha de Korogho, et avoir victorieusement repoussé le siège de Samori derrière la forteresse puissamment bâtie de Sikasso, il échoue lui-même en 1890 devant Sinématiali.

Les peuples du sud-ouest de la Haute-Volta (actuel Burkina Faso) ont vécu cette période dans le même climat de pressions, d'instabilités et de

33. Sur l'essor de l'empire de Kong, voir B. A. Ogot, 1992, chap. 12.

34. Voir chap. 24, ci-dessus.

35. Voir B. A. Ogot, 1992, chap. 12.

conflits. Migrations ethniques : tel est le schéma général qui prévaut dans cette région. Pwa, Sissala, Gan, Dyan, Birifor, Dagara, Dagara-Juula se sont succédé, bousculés, refoulés, mariés, rassemblés et séparés ici, surtout durant les premières décennies du XIX^e siècle. Bien sûr, il ne s'agit pas de raz de marée humain³⁶. M. Père, citant ses informateurs, parle de groupes restreints, composés parfois de quelques unités partant en éclaireurs « pour voir si l'endroit est bon » ; puis d'autres, « voyant que c'était bon », les rejoignent. Fait remarquable ici, c'est qu'il y a, entre ces ethnies, l'apparentement le plus intime dans la diversité la plus stricte. Ils se rattachent par exemple aux quatre grands matriclans, et en portent les matronymes³⁷. Ils parlent tous des langues voltaïques, souvent très proches les unes des autres. Ils ont les mêmes usages culturels, funéraires, matrimoniaux, initiatiques, le même habitat dispersé, des structures sociales similaires, des méthodes agraires analogues (intensives sur les terroirs alluviaux ou domestiques, extensives ailleurs), etc. Et pourtant, dans tous ces domaines, il y a suffisamment de différences pour que chaque groupe tienne farouchement à sa propre identité.

À l'aube du XIX^e siècle déjà, les Kulango, Teese, Gan, Pwa et Dyan sont là. Suivent maintenant les Lobi, de loin les plus nombreux. Ils traversent la Volta noire, à la fin du XVIII^e siècle, venant du Ghana actuel, et cela en deux groupes : au nord, ceux de Nako (les Lobi de la plaine), et au sud, les Lobi de la montagne. Ils refoulent des Dyan, des Gan, des Teese par un processus continu, diffus, sans grands heurts ; par des migrants pionniers et défricheurs, issus de régions surpeuplées, aux dépens des peuples clairsemés ; ce qui n'exclut pas des conflits localisés dans les zones marginales de friction. Puis, arrivent de la même origine les Birifor, par trois axes principaux. Ils s'encastrent entre Dagara-Wiile et Lobi, entre Dyan et Pwa, et en plein cœur du pays lobi. Ils sont les prototypes mêmes du métissage, se rapprochant des Lobi sur le plan culturel, et des Dagara par la langue ; ils sont souvent trilingues. Enfin, ce sont les Dagara qui franchissent à leur tour la Volta noire d'est (rive gauche) en ouest (rive droite). On distingue chez eux deux groupes : les Dagara-Wiile qui s'installent au nord-ouest, et les Dagara-Lobi qui s'établissent en bordure du fleuve.

Tous ces peuples passeront le plus clair de leur temps à s'implanter et à se défendre, non pas tant contre leurs voisins immédiats que contre les contingents juula (dioula) qui les rançonnaient de toutes parts, sans réussir à les assujettir.

Autres peuples

La même remarque vaut aussi pour les peuples voltaïques à pouvoir non centralisé, comme les Gurunsi, les Bisa et les Samo (Sanan) au XIX^e siècle. Nous avons vu comment les Zamberma avaient saigné à blanc les Gurunsi qui payaient en temps normal un lourd tribut aux royaumes mossi voisins,

36. Voir H. Guilhem et J. Hébert, 1961, p. 87 et suivantes.

37. M. Père, 1982. Les matronymes étaient : Hien/Da/Kambou-Kambiré/Sib-Sou-Palé.

tout en assurant avec eux un métissage prononcé qui se perd dans les siècles. Les Bisa ont non seulement maintenu leurs positions au sud-ouest du bloc moaga, mais paraissent même avoir essaimé durant cette période. « Il nous semble que loin d'être refoulés par les Mossi, les Bisa [...] ont gagné du terrain sur leurs voisins. La chefferie bisa de Garango serait ainsi très récente³⁸. »

Quant au pays san (samo) du Nord, frontalier du Yatenga, loin d'être conquis, il servit à maintes reprises de base de repli et de « sanctuaire » pour les luttes dynastiques interminables du Yatenga, durant la période concernée. Eux et d'autres peuples devaient compter aussi avec les chefferies marka (dafin) récemment installées, comme celle de Lanfiera. Bref, à la fin du XIX^e siècle, les peuples à pouvoir non centralisé affichent des performances non négligeables. Dès 1885, une coalition de Bwaga, de Ko et de Gurunsi, semblable aux coalitions qui ailleurs se dressaient contre Kong, Bobo ou Sikasso, infligea aux Zamberma un échec cuisant. Ces démocraties villageoises africaines, adeptes de la religion traditionnelle, avaient un tonus remarquable qui s'affirmera brillamment face aux colonisateurs, mais dont l'histoire n'a pas fait assez de cas jusqu'ici.

Les régions orientales des plateaux voltaïques

Ici dans le Nord, le Djelgodji et le Liptako constituent une zone mitoyenne entre les pouvoirs nouveaux du Macina et du Sokoto d'une part, le Yatenga vieillissant d'autre part. C'est le Liptako qui tirera le meilleur parti de cette situation pour refouler vers le sud la présence naguère dominante des Gulmanceba.

Au début du siècle, les Fulbe se présentent ici sous forme de groupements et de campements assujettis, dans le Nord, aux *ardo* fulbe de la boucle du Niger, ou, dans le Sud, aux chefs gulmanceba.

Au Djelgodji au début du siècle, les Fulbe djelgobe sont dépendants des Jallube, dont ils font pâître les troupeaux, dans un pays peuplé de Kurumba, eux-mêmes tributaires des Jallube. Contre ces derniers, les Djelgobe se révoltèrent et finirent, peut-être avec l'appui du Yatenga, par se débarrasser de leur emprise. En même temps, ils secouèrent la tutelle des autochtones dirigés par l'aristocratie des Konfé, sous l'égide de l'*ayo* [roi] du Lurum (Louroum) siégeant à Mengao, et fondèrent les principautés de Djibo et Barbulle. Au Liptako, les Fulbe ferobe, venus eux aussi du Macina, sont installés à Weendu sous la conduite de Birmali Sala Pâté, dans la dépendance des Gulmanceba de Koala, cela jusque vers 1810.

La victoire du *djihād* à Sokoto est alors perçue par ces Fulbe comme une affaire islamique et fulbe. Elle leur inspire un soulèvement ethno-religieux contre leurs maîtres gulmanceba voués à la religion traditionnelle³⁹. Brahima Saïdou Diandikko envoie donc une délégation à Sokoto pour demander

38. M. Izard, 1970, tome 2 p.226.

39. H. Diallo, 1979, p.97 et suivantes.

au *shaykh* 'Uthmān sa bénédiction. Il ramènera un étendard légitimant la lutte contre les Gulmanceba. Les tracasseries et exactions des seigneurs gulmanceba fournissent alors aux Fulbe l'occasion d'agir: génisses tuées, lait versé ou bu par des chiens, femme fulbe ligotée et dont la tête fut rasée, confiscation des héritages; tout cela allait contre l'islam et contre la « voie fulbe ».

Brahima Saïdou, le *jooro* [chef de village] de Weendu, désigné par le chef gulmance de Kaola, devient *amiiru* [émir] et lance un *djihād* qui aboutit au refoulement des Gulmanceba vers le sud, tout en laissant de larges zones de peuplement mixte.

Mais les autres clans fulbe (torodbe et kamba [akamba]) contestèrent le pouvoir grandissant de Brahima Saïdou. Ils envoyèrent dans ce sens une délégation à Dan Fodio, qui leur répondit que « mieux vaut laisser le pouvoir à celui à qui Dieu l'a destiné », tout en leur demandant pourquoi, malgré leur antériorité dans ce milieu « païen » par rapport aux Ferobe, ils n'avaient pas déclaré le *djihād*⁴⁰. L'influence politico-religieuse de Sokoto soutint toujours la nouvelle dynastie et intervint au besoin, comme en 1890, pour départager des candidats rivaux de l'émirat. En retour, l'émir de Dori fournit assez peu à Sokoto: il ne lui apporta pas d'aide militaire; et quant au tribut annuel en nature (grains, bétail, esclaves, tissus), il fut souvent impossible de l'acheminer en raison de l'insécurité des routes, surtout lorsque, après la partition de l'empire, Dori dépendit du Gwandu. En effet, le Kebbi rebelle, puis l'Arewa et les Zamberma formaient un écran redoutable. Le *djihād* du Marina, en revanche, ne produisit pas un impact notable sur les chefferies de Djibo et Barbulle. Là, les influences des religions traditionnelles persistèrent cependant que, malgré le tribut payé à Hamdallahi jusqu'en 1858, Djibo et Barbulle ne s'estimaient pas dépendants du Macina⁴¹, peut-être parce que ce dernier n'avait aucun représentant sur place. Il y avait autonomie, au moins *de facto*. Le tribut représentait donc un acte de déférence, visant aussi sans doute à prévenir une volonté éventuelle de conquête. Du côté du Macina, au contraire, il constituait sans doute la matérialisation d'un contrôle qu'on souhaitait renforcer. L'occasion s'offrit en 1858⁴², à propos d'une querelle de succession à Barbulle. Un corps d'intervention est envoyé par Hamdallahi sous les ordres d'Alhajji Modi. Ce dernier écrase les forces enfin réconciliées de Djibo, Barbulle et Tongomayel. Le Yatenga et le Datenga, inquiets, répondent à l'appel du Djelgodji. Rassemblés à Pobé Mengao, ils infligent une défaite cuisante aux Macinankobe. Ceux-ci reviennent en force avec Balobbo. Or, entre-temps, les exactions et les rétentions des vainqueurs mossi avaient été telles que les Fulbe se rebellèrent, massacrèrent les Mossi et resserrèrent leurs liens avec le Macina.

En réalité, à Djibo comme à Barbulle, plusieurs familles se disputaient âprement le pouvoir et, pour cela, étaient amenées à s'appuyer sur le Yatenga

40. *Ibid.*, p. 107.

41. *Ibid.*, p. 118.

42. A. Hampaté Bâ, et J. Daget, 1962; M. Izard, 1970, tome 2, 1970, p. 334 et suivantes.

lorsque les rivaux étaient proches du Macina. Il faut y ajouter les luttes intestines entre les chefferies, et la résistance sourde des autochtones du Kurumba, qui, sous la principauté d'Aribinda, devint, à la fin du siècle, un danger suffisamment grave pour provoquer la coalition du Djelgodji et du Liptako.

Il fallait compter aussi avec les Touareg. Dès 1804, les Touareg Oudalan s'installent dans la région qui porte leur nom et extorquent un tribut aux Gulmanceba et aux Songhay. Sori Hamma (1832-1861) et, plus tard, Bokar Sori (1890-1892) sont battus par eux et doivent fortifier Dori par des palissades. En effet, la consolidation de l'empire du Macina avait rejeté les Touareg vers l'est où ils s'établirent le long de la rivière Béli.

L'organisation politique du Liptako intégrait dans ses structures mêmes la volonté d'équilibre entre les clans. En effet, le pouvoir s'est transmis dans la descendance patrilinéaire de Saïdou, le père de Brahima, celui qui dirigea le *djihād*. Mais les Ferobe finirent par décider ou accepter que leurs antagonistes, les Torodbe, constitueraient le collège électoral pour désigner l'émir, collègue qui se prononçait, après enquête, sur les qualités personnelles (justice, piété), les services rendus, l'importance des liens matrimoniaux, etc. Par cette participation, les Torodbe, bien qu'exclus du pouvoir, exerçaient une sorte d'arbitrage entre les prétendants ferobe, ce qui les intégrait au système⁴³.

L'émir pressenti était soumis à une interview et devait répondre à des questions piégées. Puis l'on sacrifiait des bêtes aux génies et à un serpent fétiche. On procédait ensuite à la confection du nouveau tambour traditionnel intégré aux attributs du pouvoir sur le conseil de Sokoto⁴⁴. Coiffé du turban par l'un des Torodbe devant le grand imām et le *kādī*, face à l'étendard, le nouvel émir jurait de respecter les coutumes et les principes de l'islam, et d'assurer le bonheur de son peuple. Il y avait là un rituel de revitalisation politique et idéologique à dimension cosmique, visant à se concilier les forces surnaturelles de tous ordres. Les autorités religieuses étaient constituées par le *kādī* de Dori, et investies du pouvoir judiciaire comme tribunal de haute instance. Par ailleurs, un réseau d'*imām* de villages était coiffé par le grand *imām* de Dori.

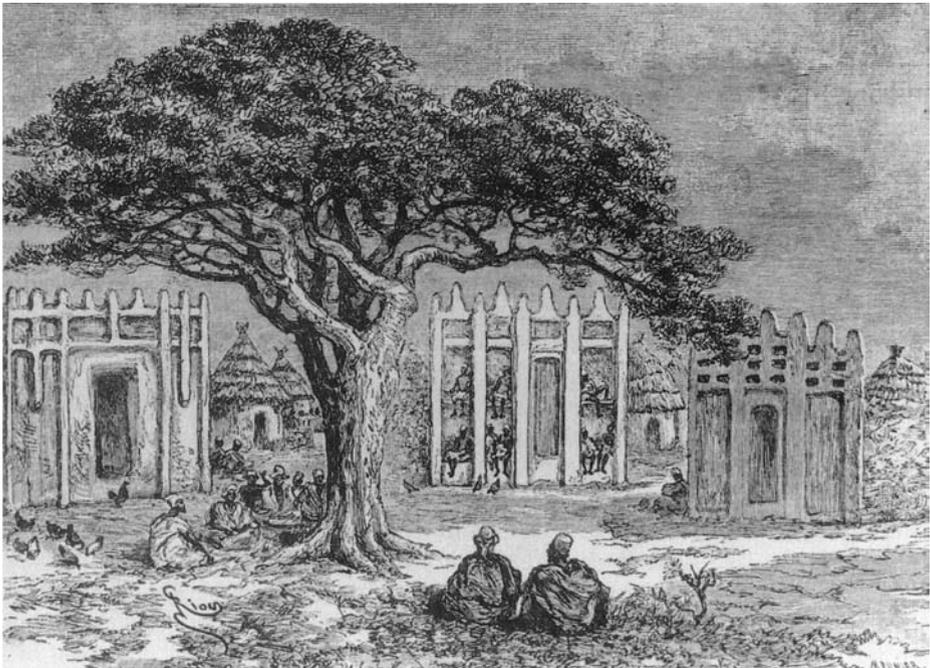
Le pouvoir local était organisé pour associer aussi les clans fulbe les plus anciens qui ne pouvaient prétendre à l'émirat; en effet, c'est parmi les chefs de famille des lignages les plus anciens que l'on choisissait les *jooro* [chefs de village]. Au Djelgodji apparaît le même système d'intégration des clans: le chef est choisi par un collège électoral composé de vieux notables du lignage des Sadaabe, qui dominaient dans le pays à l'arrivée des Djelgobe, seuls prétendants à la chefferie. Celle-ci fut d'ailleurs monopolisée en fait par la famille de Nyorgo. L'insigne princier était un bâton (symbolisant l'élevage) auquel étaient accrochées des denrées agricoles. Ici aussi, des sacrifices accomplis par les autochtones kurumba devaient garantir la prospérité matérielle du règne.

43. H. Diallo, 1979, p. 155 et suivantes.

44. *Ibid.*, p. 161.

Les royaumes bambara de Ségou et du Kaarta

Après avoir donné toute leur mesure durant le XVIII^e siècle, ces royaumes se survivent dans les aspects les plus négatifs de leur politique : coups de mains considérés comme des coups de bravoure ; razzias sans effort d'organisation ; guerres fratricides entre eux, et à l'intérieur de chacun d'eux. En effet les Massassi du Kaarta, de lignée royale, considéraient les maîtres de Ségou, du moins à partir des successeurs de Denkoré, fils de Biton Kulibali, comme des chefs militaires esclaves, professionnels de la guerre. Or, le royaume de Ségou, plus peuplé, était plus fort. Les rois de Ségou détestaient donc les Massassi qui les méprisaient cordialement. D'où ces assauts persistants de Ségou contre le Kaarta généralement battu, mais jamais conquis⁴⁵.



25.7. *Types de maisons bambara, 1887.*

[Source : L. G. Binger, *Du Niger au golfe de Guinée*, 1892, vol. 1, p. 17, Hachette, Paris. Illustration reproduite avec l'autorisation de la Bibliothèque nationale, Paris.]

Cette période est marquée aussi par la place de plus en plus grande que prennent les *tonjon* [affranchis devenus guerriers] abusant de leur force. C'est ainsi qu'au cours d'une guerre de Toukoro Mari (1854-1856) contre son frère Kégué Mari à Massala, les *tonjon* mobilisés par les deux frères décidèrent

45. L. Tauxier, 1942, p. 143.

de tirer à blanc⁴⁶. Voyant qu'il n'y avait pas de blessé ni chez les assiégés ni chez les assiégeants, Toukoro s'en étonna. C'est alors qu'un des *tonjon* lui déclara sans ambages: « Nous en avons assez de vos guerres fratricides. Il faut qu'elles cessent ! » Et cette guerre cessa.

Dans le royaume de Ségou, Monzon Jara (1787-1808) se distingua par des campagnes contre le Kaarta et le Macina, mais aussi contre les Dogon et les Mossi. Son successeur, Da Jara (1808-1827), fut battu par Seku Ahmadu du Macina, quand il tenta de secourir son propre vassal, l'*ardo* Dikko, fulbe non musulman. Il comprit alors que l'ennemi principal n'était pas le royaume « frère » du Kaarta. Da Jara était un homme féroce et fourbe⁴⁷. Son successeur, Cefolo (1827-1839), commit l'erreur de faire mettre aux fers un pèlerin peu ordinaire revenant de La Mecque; c'était al-Hadjdj 'Umar qui n'oubliera pas cette humiliation, même après avoir été délivré sur l'insistance des notables musulmans dont le Tukuloor Ceerno 'Abdul.

Les années d'anarchie qui suivirent le règne de Cefolo sont marquées par la figure épique et légendaire de Bakari Dyan, un chef des Deferobe (Fulbe affranchis pour le service de l'État, mais qui n'étaient pas tous Fulbe, loin de là). Bakari Dyan non seulement résistera victorieusement aux attaques venues du Macina, tuant même le redoutable Blissi, mais prendra de nombreux villages, à la grande joie des gens de Ségou.

Lui succéda une série de rois falots jusqu'à 'Alī Monzon Jara, qui sera vaincu et tué par al-Hadjdj 'Umar. La résistance bambara continuera cependant sous les chefs élus opérant à partir de la rive droite de Bani.

Le royaume du Kaarta était tiraillé entre le bassin du Sénégal et celui du Niger. Tandis que Desse Koro, au début du siècle, profite des troubles de Ségou pour s'emparer de Nyamina, Moussa Koura Bo, son successeur, s'allie au Bundu contre 'Abd al-Kādir du Fouta Toro, qui sera vaincu et tué en 1807. Mais il opère aussi contre les Kagoro du Beledugu et le Mande. Sous Bodian Moriba le Grand (1815-1838), c'est l'alliance avec le Haut-Galam contre l'*almaami* du Bundu lié au Xaso. Les Kaartanke remportent une victoire décisive en 1818, cependant que le fils de Moriba ravage le Fula-duu (région de Kita).

Devant l'expansionnisme fulbe et tukuloor, Naniemiba (1839-1841) et Kirango Bâ (1841-1844) de Ségou négocient enfin la réconciliation avec Nyara-len Gran (1832-1843) et Mamadou Kandyan (1843-1854) qui luttent par ailleurs contre les Jawara (Diawara). Trop tard, ils seront tous balayés — y compris l'adversaire fulbe du Macina — par le *djihād* d'al-Hadjdj 'Umar.

Ainsi donc, dans le centre et le nord des régions concernées par le présent chapitre, des ensembles politiques se sont dégradés à un rythme accéléré au cours du XIX^e siècle, parfois au profit d'hégémonies nouvelles, en particulier celles issues des *djihād*. Ceux-ci ont profité de la décomposition interne des

46. *Ibid.*, p. 99.

47. Voir, à ce propos, l'épisode de Mama Dyetoura, « le plus beau des hommes » selon l'appréciation des femmes de Da Monzon, qui, mortellement jaloux, réussira par la ruse à l'éliminer. Voir C. Monteil, 1977, p. 92 et suivantes.

pouvoirs en place pour s'implanter avant d'être déboutés à leur tour par des forces étrangères autrement plus redoutables.

Comme toujours, l'explication d'un tel déclin ne saurait être univoque, par exemple en invoquant uniquement des influences extérieures et une sorte de prédestination à la colonisation.

Certes, pour les royaumes comme pour les peuples à régime non centralisé, des processus en cours depuis longtemps avaient atteint des seuils proches de la rupture, tant sur le plan interne que du point de vue des impacts extérieurs.

Tour à tour, en effet, les royaumes mossi, bambara et juula avaient tenté de s'assurer un espace incluant à la fois les marges du désert et les franges de la forêt. Bien qu'aucun d'eux n'y ait réussi durablement, chacun d'eux a vu coïncider son apogée avec son maximum d'extension du nord au sud, même si l'Empire bambara de Ségou épousait davantage dans son noyau l'axe ouest-est de la vallée du Niger. Or, avec le XIX^e siècle, l'instabilité politique et les déplacements de peuples ont prévalu. Les liquidations brutales et les phénomènes sécessionnistes proviennent de ceux-là mêmes qui étaient censés constituer les fondements du pouvoir, comme les *tonjon* de Ségou ou les ministres de la cour de Ouagadougou. Malgré quelques brillantes exceptions, le rythme et l'ampleur des conflits s'accroissent. Cette tendance à la dislocation était sans doute liée au fait que, de plus en plus, les pouvoirs périphériques et les rebelles pouvaient se procurer des armes, et donc défier les chefs régnants.

Par ailleurs, les captifs, dont ces royaumes avaient besoin comme monnaie d'échange pour acheter des denrées rares ou des engins de guerre, étaient prélevés à un rythme de moins en moins compatible avec la survie de ces sociétés, même et surtout quand ils étaient arrachés à des peuples soumis à tribut; car cela épuisait les réserves des pouvoirs dominants. Or, par suite d'un décalage normal, les décisions européennes d'abolition de la traite n'empêcheront pas celle-ci d'atteindre son paroxysme, au cours du XIX^e siècle, dans nombre de pays de la boucle du Niger et du bassin supérieur des Voltas. L'affranchissement par l'État, ou la réintégration au niveau des lignages, réduit à peine les effets destructeurs de ce fléau qui sévira jusqu'à la fin du XIX^e siècle. En effet, ces pays, dont l'économie était naguère irriguée par les « ports du désert », débouchés des caravanes, étaient maintenant enclavés et bloqués, parce que séparés de la côte par d'autres États, au moment où l'essentiel des courants commerciaux bascule. Ils ne pouvaient donc que décliner lentement mais inexorablement.

Dans ces conditions, comme il arrive souvent dans les périodes de crise, les clivages sociaux se sont aggravés, transformant les structures plus égalitaires qui avaient naguère marqué les sociétés du Sahel dans leur phase ascendante. À cela s'ajoute l'évolution des mouvements religieux qui, tolérants à l'égard des cultes traditionnels durant les siècles précédents, se transforment sous l'influence du rigorisme véhiculé par les *djihād* qui triomphent au Lip-tako et balayent les États bambara. Même les Yarse du pays mossi, jusque-là si souples sur les plans religieux et politique, commencent à raidir leurs positions et à faire du prosélytisme. Mais les États musulmans successeurs

seront eux-mêmes éphémères, car ils étaient assujettis aux mêmes conditions objectives qui vouaient désormais à l'échec le déploiement autonome des États africains.

Néanmoins, n'oublions pas que, sous l'écorce des appareils d'État qui, durant cette période, sont ébranlés ou disloqués, de nombreux peuples poursuivent, à travers les ponctions dont ils sont victimes, parfois à travers des migrations dramatiques, une vie tenace de production économique et de reproduction sociale. Cette évolution nous rappelle que, par-delà les soubresauts endogènes ou provoqués de l'extérieur, les groupes de base étaient loin d'être épuisés, comme en témoigne leur capacité remarquable à relever les défis majeurs, par exemple celui de l'intrusion coloniale.

Tensions socio-économiques

Production et commerce

Durant cette période encore plus qu'aujourd'hui, la base de l'activité économique est l'agriculture. À défaut de statistiques, on peut dire sans risque d'erreur que 99% de la population de cette région y était employée, en particulier les peuples sédentaires et autochtones. La petite minorité qui, outre les artisans, se livrait au commerce était composée surtout des groupes issus des peuples marchands ou tentés par la conquête, parfois combinant étroitement les deux comme les Juula (Dioula). À titre de schéma général, on peut dire que, entre les pays côtiers demandeurs essentiellement d'esclaves et d'or, et fournisseurs de produits européens, d'une part, et le Sahel qui consomme le kola et leurs armes, et exporte surtout du sel, du bétail et des esclaves, d'autre part, il y a des zones mitoyennes de savane qui vendent, elles aussi, des esclaves et du bétail (ânes pour le commerce, chevaux pour la guerre et les cours princières), mais aussi des céréales et de l'or.

Après l'abolition de l'esclavage par l'Angleterre en 1807, un déséquilibre structurel intervient dans ce schéma, surtout pour le Sud, où les contrôles furent les plus stricts et les plus précoces, et ce bien que l'esclavage domestique fût toléré⁴⁸. C'est ainsi que, durant la seconde moitié du XIX^e siècle, surtout dans la boucle du Niger, l'esclavage a connu une croissance énorme : comme les armes étaient vendues de plus en plus cher, il fallait en échange fournir de plus en plus d'esclaves. On comprend que des groupes entiers, comme les Zamberma, se soient spécialisés dans cette industrie d'extraction du « minerai noir ». Mais les principaux fournisseurs n'étaient pas seulement les grands *djihād* des leaders musulmans du Nord, ni les conflits des *mogho naaba*. Le réseau de l'esclavage était alimenté par une multitude de canaux collecteurs branchés sur les peuples, de centaines de chefferies, depuis les territoires des Touareg jusqu' autour des comptoirs côtiers. Durant les der-

48. A. A. Boahen, 1974, p. 179.

nières décennies du XIX^e siècle, il n'y a pratiquement jamais eu de décadence ni de région sans guerre, c'est-à-dire sans captifs. Les victimes étaient essentiellement les communautés agricoles sédentaires, véritables viviers de la traite. D'où les zones de sous-peuplement qu'on constate parfois dans certaines régions littéralement saignées. Les tributs en captifs étaient souvent très lourds. Et quand les autochtones s'organisaient pour se défendre, l'on n'hésitait pas à recourir à eux comme mercenaires, pour porter la guerre dans d'autres secteurs; ce fut le cas de certains Gurunsi enrôlés dans la horde des Zamberma, et des Samo (Sanan) engagés dans les guerres dynastiques du Yatenga.

Les circuits commerciaux

Dans le sud de la région considérée, on l'a vu, l'Ashanti lutte désespérément pour contrôler les établissements côtiers, véritables ballons d'oxygène pour sa survie, et qui lui donnaient la maîtrise aux deux bouts de la chaîne commerciale. Or la suppression de la traite, qui fournissait les neuf dixièmes des exportations de la Côte-de-l'Or au début du siècle, introduit brutalement une mutation économique. En 1840 déjà, la principale exportation de la côte orientale est l'huile de palme, grâce en particulier à la politique de Maclean. L'exportation du caoutchouc commence dans les années 1870 et 1880, et, avec celle de l'huile de palme, elle jettera les bases de la transformation des structures économiques dans la région sud de la Côte-de-l'Or.

Alors que l'or ashanti et voltaïque descend surtout vers le sud, le kola monte vers le nord. Mais les routes de l'ouest par Kong et Buna le cèdent de plus en plus à celles du nord-est par le pays dagomba et le hawsa, comme en témoigne Thomas Bowdich. Le commerce du Nord est activé encore par la suppression de la traite côtière, la fermeture sporadique des routes vers le pays fanti et la stabilité politique du Borno après le *djihād* d'Uthmān dan Fodio. C'est ainsi que les produits européens de luxe descendaient par l'Afrique du Nord, le Fezzān et le pays hawsa, ou même montaient par la côte du Dahomey jusqu'à Kano, et de là étaient acheminés vers la boucle du Niger. Les soies et tapis de Turquie et de Tripoli, le natron du Borno, les habits hawsa étaient ainsi échangés contre le kola et l'or, les cotonnades du Dagomba, du Mossi et du Mandé, le beurre de karité et le bétail du Sahel soudanais.

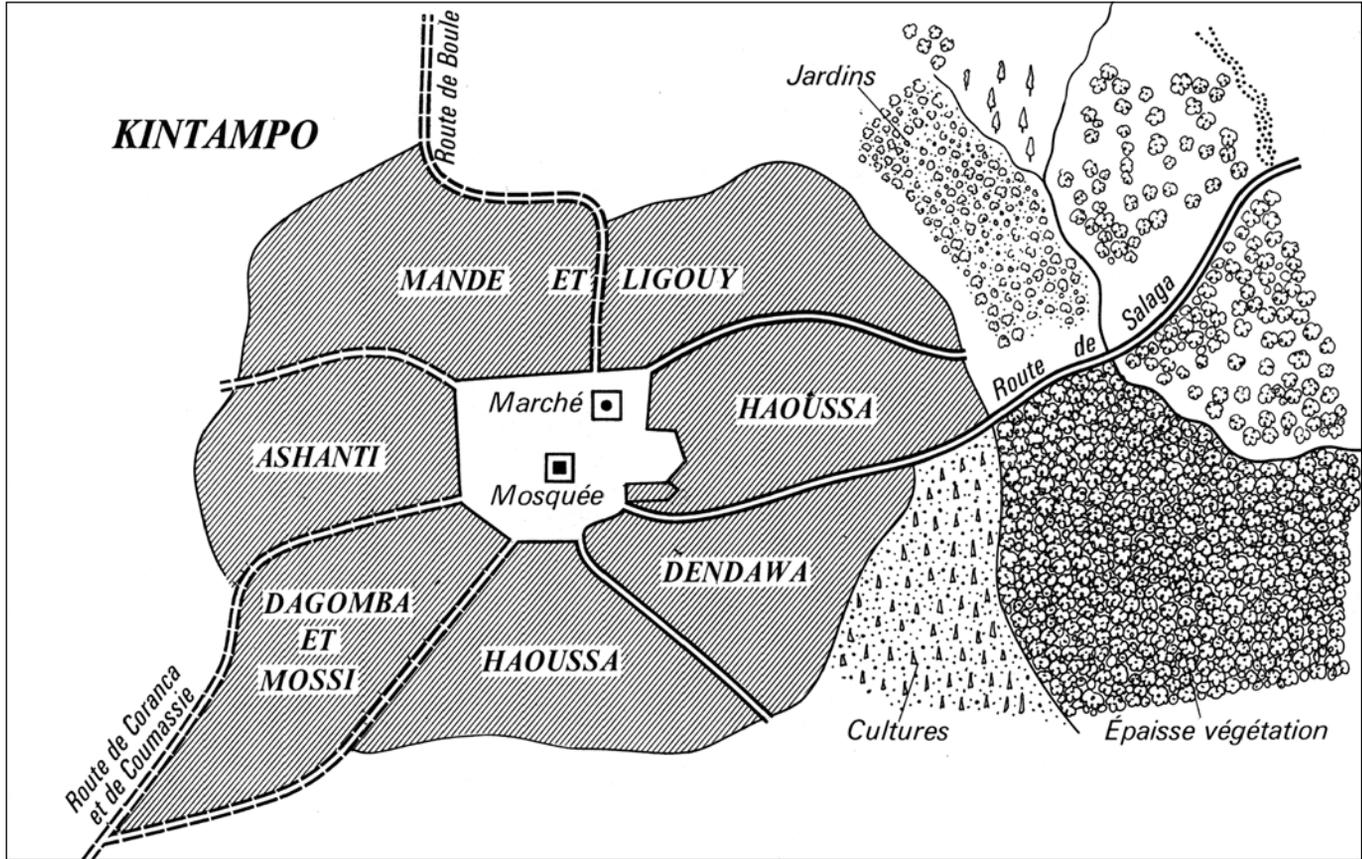
D'où l'expansion fulgurante de Salaga à cette époque⁴⁹. Ce centre prend alors le relais de Gbuïpe, dans le Gonja. De Salaga l'on allait vers Yendi, Sansanne-Mango et, de là, vers les pays voltaïques, hawsa ou yoruba. Salaga, nous dit Dupuis, avait deux fois la taille de Kumasi avec une population de 400 000 âmes. Cet essor se poursuivra jusqu'à la chute du pouvoir ashanti, quand les routes se détourneront vers Kintampo. Dans les transactions, le troc prévalait généralement, mais aussi la poudre d'or pour les échanges plus importants ainsi que les cauris que Maclean légalisa sur la côte. J. B. Kiete-

49. K. Arhin, 1979, chap. III.



25.8. *Un marchand mossi, 1888.*

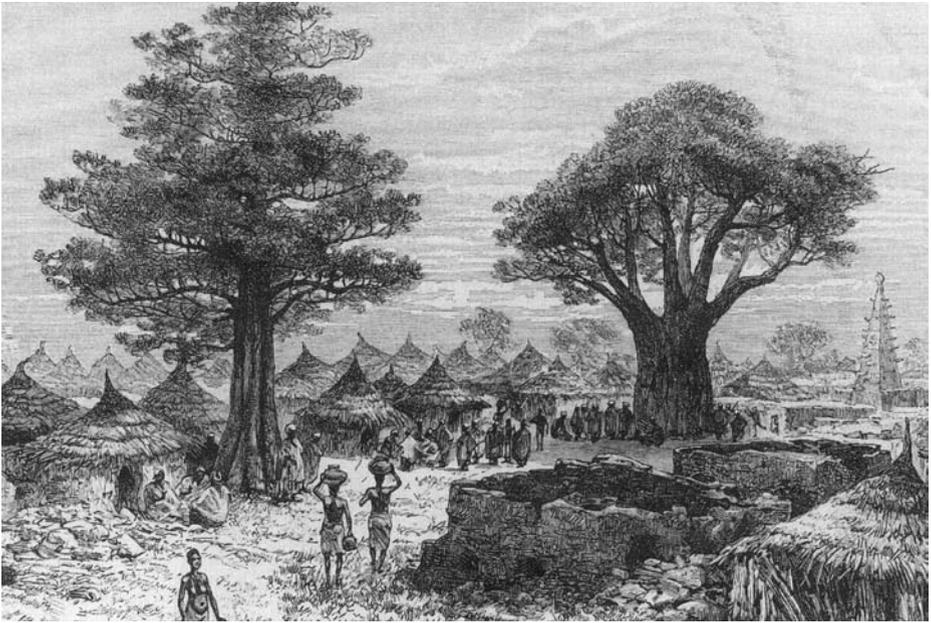
[Source: L. G. Binger, *Du Niger au golfe de Guinée*, 1892, vol. 1, Hachette, Paris. Illustration reproduite avec l'autorisation de la Bibliothèque nationale, Paris.]



25.9. Plan de Kintampo, ville commerciale de l'intérieur de la Côte-de-Ivoire (d'après L. G. Binger, 1892).

gha a découvert à Logofiela des amas de cauris voisinant avec des fragments de jarres qu'on a pu reconstituer et qui ont été exhumées des placers de la région de Pura⁵⁰.

En plus de l'or ashanti et lobi, la rive gauche de la haute Volta noire a connu, surtout au XIX^e siècle, une concentration remarquable de pionniers d'origines diverses: Dyan, Dagara, Bobo-Juula (Dioula), Bwaba et Mossi, en plus des Gurunsi autochtones. L'exploitation se faisait à l'aide d'outils rudimentaires (pioches, piochons, jarres, calebasses et écuelles). La division du travail réservait aux hommes, qui seuls pouvaient « voir l'or et le tuer », la prospection, le creusage et le broyage du quartz, tandis que le transport du minerai et le lavage revenaient aux femmes. À la fin du siècle, la proportion d'esclaves dans ces communautés était considérable (soixante par famille de Pura)⁵¹. Ce



25.10. *Salaga en 1888.*

[Source: L. G. Binger, *Du Niger au golfe de Guinée*, vol. 2, 1892, Hachette, Paris. Illustration reproduite avec l'autorisation du Conseil d'administration de la bibliothèque de l'Université de Cambridge.]

qui est remarquable ici, en effet, c'est qu'il s'agit d'une exploitation familiale ou individuelle, non liée à un État centralisé. L'invasion des Zamberma dans plusieurs villages du secteur aurifère amena les paysans à cacher leurs outils

50. Les petits cauris, préférés aux gros, étaient échangés contre ces derniers à raison de 10 000 contre 11 000. D'où les opérations des agents de change monétaire qui y gagnaient 10%; voir L. G. Binger, 1892, cité par J. B. Kietegha, 1983, p. 185.

51. J. B. Kietegha, 1983.

dans les collines et à se mettre sur le pied de guerre; les hommes capturés étaient vendus 100 000 cauris, les femmes le double. En effet, il y avait, à certains égards, contradiction entre la production d'or et la chasse aux esclaves. Mais les groupes armés préféraient évidemment les esclaves qui rapportaient beaucoup plus⁵² sans compter qu'ils étaient utilisés aussi pour l'orpaillage. Dans la première moitié du XIX^e siècle, la production annuelle d'or pouvait atteindre 50 kg dans la seule région de Pura⁵³.

Alors que cet or prenait surtout la direction du Sahara et du Maroc, l'or du Lobi allait vers la Côte-de-l'Or ou le Libéria. Cet or était en partie thésaurisé sous forme de poudre ou de pépites dans des tiges de bambou ou des pièces de tissu, caché dans les greniers ou enterré dans des poteries. Il était transporté par les routes commerciales locales et régionales, soit vers Bobo, San, Djenné et Mopti, soit vers Kong et l'Ashanti, soit vers Gaoua (Lobi) ou Salaga par Wessa et Wa, ou encore vers Ouagadougou, et de là vers Puytenga, Tenkodogo et Salaga. Dans les échanges locaux, il servait à acheter le sel, le kola, les grands boubous, les esclaves, le bétail, les grains. D'après L. G. Binger, le sel en barres du désert était de loin le plus prisé; il parvenait de Taoudeni par Tombouctou, Mopti, Djenné, Bla et San, d'où il était disséminé dans le Sahel et la savane. De même pour le sel qui venait par l'Adrar et Tichitt jusqu'à Ségou. Le sel marin de la côte et le sel en poudre de Daboya étaient acheminés jusqu'à Kong. Dans le Sahel voltaïque, les chefs de Djibo avaient un moyen astucieux d'accumuler les esclaves. Si un esclave tuait quelqu'un et allait se confier au chef, il était acquitté et devenait son esclave; en cas de vol, si le voleur était riche, le chef le dépouillait de sa richesse⁵⁴. À la fin du siècle, on comptait 50 000 captifs pour 50 000 hommes libres à Dori. Or, de passage dans la région vers 1853, Heinrich Barth, pourtant si précis et si perspicace, ne parle pas d'esclaves. C'est donc que la seconde moitié du siècle a vu un accroissement considérable de ce trafic dans cette région.

Le rayonnement des routes autour de Dori donne d'ailleurs une idée de l'ouverture du Sahel à tous les horizons. La législation de l'empire du Macina étant très contraignante à Tombouctou (lourdes taxes, interdiction du tabac), les marchands ont dévié les routes vers Gao, contrôlé par les Maures et les Touareg nombreux à Dori. Cependant que la route de Kayes à Dori par Bamako et Bandiagara était tenue par les Juula (Dioula), celle de Sokoto à Dori par Sansanné-Mango était dominée par les Hawsa. Et celles de Ouahigouya à Dori par Yako et Kaya, ou de Ouagadougou à Dori par Zitenga et Puytenga étaient pratiquées par les Mossi. Étaient importés à Dori le tabac, les nattes, le bétail, le sel du Nord, contre des bandes de coton, des turbans hawsa et des produits manufacturés européens. Du pays hawsa venaient les pagnes, les boubous échangés contre le bétail et le sel. Du Mossi arrivaient des esclaves, des bandes de tissu, du cuivre ouvragé et

52. La vente des esclaves aurait rapporté aux négriers 90 fois plus que l'or d'après V. Kachinsky, 1935, p. 192, cité par J. B. Kietegha, 1983, p. 155.

53. J. Sagatzky, 23 juillet 1940, folio 5.

54. H. Diallo, 1979, p. 169.

des ânes qui étaient troqués contre le kola de l'Ashanti, le sel et le bétail. Des pays juula (dioula) provenaient les étoffes de Guinée et la quincaillerie livrées contre le sel et le bétail. À Djibo, qui regorgeait de commerçants yarsé venant de Ouahigouya, prévalait le troc, tandis que les cauris étaient utilisés à Dori. Dans cette ville, les commerçants étaient associés par leur profession même aux clans aristocratiques, auxquels des mariages les liaient parfois; mais, installés dans des quartiers à eux, ils étaient maintenus à l'écart de la politique.

Au total, quoique marginale par rapport à l'ensemble de l'économie, l'activité des marchands a eu un impact qualitatif remarquable sur la vie de tous. Pour s'en convaincre, il n'est que de rappeler l'importance des places mitoyennes comme Begho, Kafaba, Kintampo, Atebibibi, où des sociétés pluri-ethniques furent rapidement constituées. À Salaga affluaient les Gonja, Juula (Dioula), Hawsa, Dagdon, Ashanti, Fulbe, Yoruba, Dendi, Bornouan, Bariba, Kulango, Gurunsi, etc.⁵⁵. C'était un vrai microcosme où, par rapport à la société autochtone plus homogène, la division du travail était plus poussée, avec des propriétaires, des locataires, des courtiers, des artisans divers⁵⁶.

Tensions sociales

Les tensions sociales sont normales en période de bouleversements. Ce fut le cas des pays de la boucle du Niger et du bassin de la Volta au XIX^e siècle. Mais, malgré la rareté des documents sur cet aspect du processus historique, il apparaît que les ébranlements sociaux ont affecté davantage les États centralisés que les sociétés plus autogestionnaires, davantage les pays côtiers que l'intérieur, davantage les régions islamisées que les autres. En effet, les sociétés sédentaires à pouvoir non centralisé, quoique les plus marquées par les convulsions de l'époque, se réfugiaient dans la fidélité à leur code de vie traditionnel comme antidote aux épreuves.

La condition des esclaves et des hommes de caste était bien plus grave dans les États centralisés. Le bouleversement le plus radical fut sans doute celui des groupements fulbe qui, de nomades et assujettis aux Gulmanceba, devinrent, en quelques années après le *djihād*, des seigneurs dominant des populations autochtones ou réduites au statut de roturiers, de captifs et de serfs (*bellah* ou *riimaaybe*) voués aux travaux agricoles et pastoraux. À cela, s'ajoutent les artisans et les griots. Société minutieusement stratifiée où chacun avait et connaissait sa place. En plus du quint prélevé sur le butin des razzias⁵⁷, l'émir du Liptako recevait des dons et un tribut sur les récoltes, baptisé *zakāt*. De même, les chefs de Djibo recevaient des cadeaux lors des «salutations», et prélevaient l'impôt sur le sel auprès des commerçants. Les aristocrates étaient entourés parfois de centaines de dépendants. Bien que

55. L. G. Binger cité dans M. Johnson, s. d., SAL/19/1.

56. K. Arhin, 1979, chap. III.

57. Selon l'orthodoxie stricte, c'était le *ḵādi* qui devait le recevoir; voir H. Diallo, 1979, p. 274.

le sort des esclaves s'améliorât avec l'ancienneté (les *riimaaybe* pouvaient être propriétaires), la condition des captifs posera des problèmes au Liptako. Dan Fodio lui-même recommanda à l'émir d'affranchir les esclaves ayant participé aux combats contre les Gulmanceba. Par ailleurs, en 1861, l'émir Seeku Saalu dut faire face à une insurrection servile attisée par le marabout 'Abdul-Kaadi, qui voulait s'emparer du pouvoir. L'émir ne put s'en tirer qu'en procédant à des affranchissements.

Quant aux artisans, exclus des droits qui reviennent aux hommes libres et aux nobles, ils sont réduits à l'endogamie. Alors qu'un noble peut épouser des filles esclaves, il ne peut épouser la fille d'un forgeron⁵⁸. Et pourtant, comme le griot qui, par la magie du verbe, consolide le pouvoir et y participe aussi très marginalement, le forgeron était redouté en raison du caractère magique de sa profession. Il était aussi un médiateur dans les conflits entre individus et familles. Mais les sujets de tensions ne manquaient pas⁵⁹.

Dans le royaume mossi de Ouagadougou, on transformait des esclaves en eunuques en nombre suffisant pour en exporter vers le nord. Quant à l'Ashanti, la masse du bétail humain obtenue par le tribut y était si grande que, lorsque la traite fut abolie, l'*ashantihene* déclara qu'il ne pouvait nourrir les 20 000 captifs qu'il avait sur les bras, ajoutant : « À moins de les tuer ou de les vendre, ils vont se multiplier et tuer mes sujets⁶⁰. »

Or, il semble que les rapports sociaux entre les esclaves et leurs propriétaires aient été moins conflictuels dans les sociétés sans pouvoir centralisé. Il nous est dit qu'au village de Pura, les esclaves étaient nourris « comme tout le monde ».

M. Père nous dit que, en pays lobi, chaque sous-matricielle était divisé en deux groupes : les Weya de naissance authentique et les Dea d'origine captive. S'y ajoutaient les gens adoptés parce que fuyant la famine ou la razzia; ils avaient été trouvés devant la porte un matin. Mais les uns et les autres étaient intimement intégrés dans la structure sociale comme potentiel de production et de reproduction. À ce titre, l'esclave habite dans la même case que son maître qu'il appelle « mon père »; il entre dans le même groupe de parents que lui, est assujéti aux mêmes rites et interdits, aux mêmes travaux, reçoit de lui une femme, possède un champ et peut faire fructifier ses cauris, jusqu'à se racheter ou acheter un autre homme pour le remplacer. Ce qu'on lui demande, c'est de rester dans le même village que son maître⁶¹. Il y a là une volonté manifeste d'utiliser l'esclavage comme un processus de renforcement des groupes claniques ou territoriaux.

58. Telle était aussi la situation au Yatenga jusqu'au milieu du XX^e siècle.

59. Il est rapporté que si l'on ordonnait au chef de village d'amener un cheval et qu'il prenait celui d'un forgeron, tous les forgerons du Liptako se réunissaient. Ils prenaient leurs esclaves et venaient les poser devant l'*amiiru*. Ils lui disaient : « Le pays est à toi, mais nos fers nous appartiennent. Nous ne fabriquerons plus ni houe, ni pioche, ni lance. Si les gens veulent, qu'ils ne cultivent plus. » À la fin, l'*amiiru* s'entendait avec eux, leur remettait le cheval et ils rentraient chez eux (H. Diallo, 1979, p. 186).

60. J. Dupuis cité par A. A. Boahen, 1974, p. 179.

61. M. Père, 1982, p. 214 et suivantes.

D'autres types de tensions s'accroissent dans les États centralisés à cette époque; ce sont les tiraillements entre les seigneurs ou nobles et le souverain, aussi bien dans l'Ashanti que dans les royaumes bambara, le Yatenga et le royaume de Ouagadougou, ou le Gwiriko. Dans le royaume de Ouagadougou, par exemple, Mogho Naaba Karfo (1842-1849) décida de distribuer aux pauvres de la plèbe les biens confisqués aux riches. Les nobles aussi bien que les roturiers avaient un égal accès à lui quand il rendait la justice. Il est plus que probable que cette politique sociale ait été pour quelque chose dans la grande rébellion des princes, dès son propre règne, à l'instigation de son principal ministre, le *widi-naaba*.

Citons, enfin, le cas des pays côtiers où la dynamique du commerce et de l'éducation produisait une stratification sociale d'un type qualitativement nouveau. En effet, à partir du moment où les transactions ne reposaient plus sur le commerce des esclaves, mais sur l'échange des produits européens contre l'or, l'ivoire, l'huile de palme et le caoutchouc, une nouvelle classe marchande émergea, qui opérait à partir de crédits de campagne concédés par des compagnies européennes dont ils étaient en fait les agents. Ce fut la base de départ de nombre de gros négociants qui avaient pignon sur rue dans les centres côtiers. Au-dessous d'eux, un grand nombre de petits traitants qui jouaient le rôle de démarcheurs auprès des fournisseurs gravitaient dans la dépendance des négociants⁶². Il fallait compter aussi avec les marchands ashanti, les *akonkofo*⁶³, qui contrôlaient l'offre des produits africains de l'intérieur.

De la même manière, dans le domaine de l'éducation, des catégories, voire des classes sociales, s'instauraient sur la côte. Au sommet de la hiérarchie, les descendants des grandes familles marchandes qui, tels les Bannerman de la Côte-de-l'Or, avaient, depuis le début du siècle, été élevés en Europe ou au Fourah Bay College (Sierra Leone), fondé en 1827. Ils passaient pour des « gentlemen anglais » et se comportaient comme tels. Acceptés dans le milieu européen, ils étaient investis de responsabilités comme magistrats, commandants de forts, etc. À l'autre extrémité, il y avait le vaste groupe des individus sommairement instruits, ironiquement appelés les « érudits de Cape Coast ». Employés comme secrétaires, mal payés ou sans emploi, ils se résignaient à parcourir la brousse comme courtiers des négociants anglais ou africains. Ils étaient considérés avec mépris comme des caricatures de la civilisation anglaise, comme des parasites vivant sur le dos des chefs illettrés et de leurs peuples. Entre les deux se trouvaient les Africains qui, sans avoir poussé très loin leurs études, avaient reçu une formation assez bonne pour être des commerçants indépendants ou des gérants dans les villes côtières⁶⁴. Ainsi se mettaient en place les bases des contradictions sociales ultérieures. Il est à noter, toutefois, que la Confédération fanti n'aurait pas été possible sans la coopération de cette classe moyenne instruite.

62. B. Cruickshank, 1853, vol. II, p. 30-94.

63. I. Wilks, 1975, p. 669-705.

64. P. Foster, 1965, p. 68-69.

Expansion religieuse

Le XIX^e siècle a été, dans cette région, une période de progression accélérée de l'islam dans le Nord et le Centre, et de réimplantation du christianisme dans le Sud. Plus que jamais ces deux religions sont parées du prestige de l'éducation, par la maîtrise de l'écriture, et associées à un univers dépassant de loin l'horizon local.

Au nord de la région, c'est le rayonnement considérable des *djihād* des personnalités éminentes ('Uthmān dan Fodio de Sokoto, Seku Aḥmadu du Macina et al-Hadjj 'Umar Tal) qui produit des effets intenses et durables, par exemple à travers le *djihād* et l'émirat du Liptako.

Même les royaumes bambara et mossi sont entraînés ou influencés par ce sursaut de prosélytisme islamique. En effet, si le cliché présentant les Bambara et les Mossi comme des « remparts contre l'expansion de l'islam » a jamais été vrai, ce n'est certainement pas le cas pour le XIX^e siècle où l'islam, dans ces royaumes, agit à la fois au sommet et dans toutes les couches du corps social. Pour nous en tenir au royaume de Ségou, sous Monzon Jara au début du siècle, sa mère Makoro a recours aux marabouts de Ségou Sikoro et de Tégou pour le réconcilier avec son frère Nyanakoro Da. Son successeur, Monzon Jara, demande à un savant marabout de ses amis un talisman de victoire. Torokoro Mari (1854-1856) confie un de ses fils à al-Hadjj 'Umar pour l'élever. Il est vrai que les *sofa* [guerriers du monarque] pour cela l'abandonnent, le font périr par noyade et déclarent à son successeur: « Nous avons tué ton frère parce qu'il voulait nous forcer à devenir musulmans, et qu'il gaspillait les biens de l'État en cadeaux aux marabouts⁶⁵. » Dans les royaumes mossi, les seuls musulmans jusque-là sont les Yarse. À partir du XIX^e siècle, les *mogho naaba* adhèrent ouvertement à la foi islamique et créent eux-mêmes des foyers de prosélytisme.

Naaba Dulugu de Ouagadougou érige une mosquée et fait de l'*imām* un personnage important de la cour. Néanmoins, comme pour éviter un changement trop brutal, il éloigne son fils, le futur Naaba Sawadogo, et destitue Pwanda le chef de Kombissiri. Ces deux zéloteurs se replient d'ailleurs à Basan-Warga et en font une base religieuse. Quand Naaba Sawadogo prend le pouvoir, il restaure le chef de Kombissiri qui devient à son tour un foyer de la religion, et envoie son propre fils à l'école coranique de Sarabatenga Yarse.

Sous Naaba Karfo, le rebelle Naaba Wobgho de Lalle va trouver l'*imām* de Ouagadougou pour lui demander d'intercéder pour lui auprès du roi. Naaba Kutu, enfin, avait reçu une véritable éducation coranique. Renonçant à concilier sa foi avec les pratiques rituelles traditionnelles, il confie celles-ci à ses ministres, ainsi que la justice fondée sur les coutumes. Il construit une mosquée devant la porte orientale (celle des femmes et des captifs) du palais, satisfait aux prescriptions islamiques et envoie l'un de ses fils à l'école coranique. En revanche, il aide Naaba Peogho de Balsa (Boulsa) à réprimer un mouvement de rébellion d'inspiration musulmane, suscité par

65. C. Monteil, 1977, p. 100.

le Fulbe Modibo Mamadou venu du Fouta-Djalon. Déçu par l'attitude du *naaba* devant ses appels à la conversion, ce personnage, qui s'intitulait *wālī* [saint], n'hésita pas à provoquer une insurrection soutenue par des Yarse, des Maranse (Songhay) et des Fulbe notamment. Il fut contraint de fuir et ses *tālib* (disciples) furent massacrés⁶⁶. À vrai dire, à partir du moment où les Mossi s'engagèrent de plus en plus nombreux dans le commerce, ils ne pouvaient manquer d'être entraînés dans l'islamisation. Celle-ci avait pris son essor depuis longtemps dans l'ouest de la Volta, et se poursuivait sous l'égide de Kong, du Gwiriko, de Bobo-Dioulasso, puis, pour une brève période, de Samori Touré. Elle se répandait en milieux bwa, san, gurunsi ou lobi, assez réfractaires, grâce à des commerçants juula ou à des marabouts marka (dafin) comme ceux de Wahabu et de Lanfiera.

Dans le centre de la région concernée, c'est au XIX^e siècle que l'islam devient la religion principale du Dagomba et du Mamprusi, ainsi qu'à Sannanne Mango. Les *imām* sont des personnages religieux et politiques. Dans l'Ashanti, Osei Kwame (1777-1801) fut un sympathisant de l'islam. Est-ce pour cela qu'il fut destitué ? Quant à Osei Bonsu, il déclarait : « Le Coran est fort, je l'aime, car c'est le livre du Grand Dieu. » Bowdich fait état d'un millier de musulmans à Kumasi, sous la houlette de Muḥammad al-Ghamba, dit Baba ; c'était le fils de l'*imām* du Mamprusi ; il se prévalait d'être membre du Conseil royal. Bien entendu, les commerçants musulmans venus du monde arabe affluaient dans la capitale, et le cours des amulettes, surtout celui du gilet de guerre, préparé par les marabouts, était élevé⁶⁷. Certes, il ne faut pas exagérer l'impact de l'islam sur le système religieux autochtone de l'Empire ashanti, qui s'identifiait pratiquement à la structure politique. Néanmoins, cette influence était à l'œuvre, et s'acharnait en particulier à détourner les princes de la religion chrétienne et des missionnaires, comme c'était aussi le cas au Buganda à peu près à la même époque.

Si le christianisme n'est introduit qu'à la fin du XIX^e siècle à Tombouctou par les missionnaires pères Blancs, il avait réapparu depuis longtemps dans la partie méridionale de la Côte-de-l'Or.

La mission évangélique de Bâle puis la mission de Brême s'établissent, dès 1828, sur tout le sud-est de la Côte-de-l'Or (côte akwapim, Accra, pays akyem, Ada, et dans les régions de Keta et Peki parlant l'ewe), où ils ouvrent des fermes modèles et des écoles techniques⁶⁸. Sous l'égide de George Maclean, les missionnaires méthodistes concentraient leurs efforts sur la côte ouest, où Cape Coast leur servait de base. Un homme de grande envergure, Thomas Birch Freeman, s'efforça de multiplier les écoles méthodistes à l'intérieur, jusqu'en pays ashanti, et sur la côte jusqu'en pays yoruba⁶⁹.

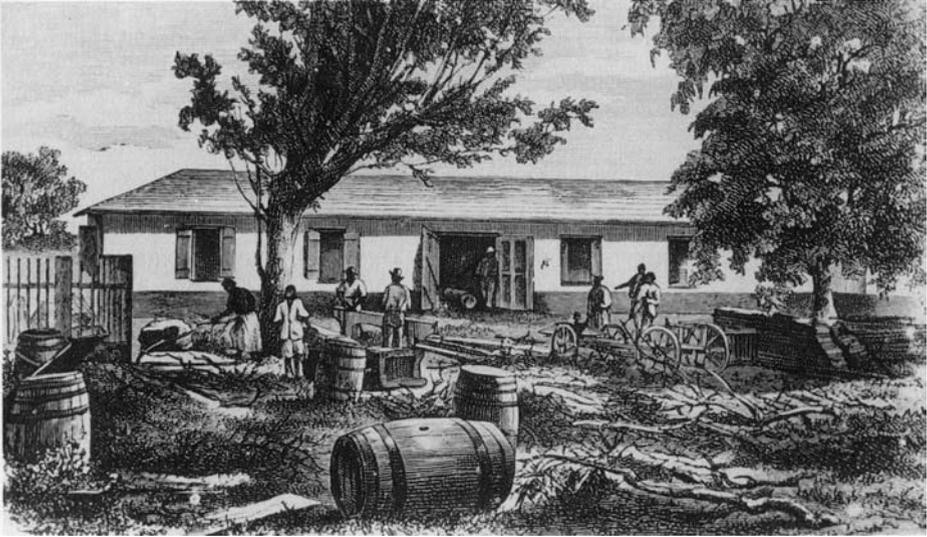
Il était inspiré par les idéaux de la Société pour l'abolition de la traite et pour la civilisation de l'Afrique dont les objectifs étaient les suivants :

66. Voir G. Chéron, 1924, p. 653 ; J. Withers-Gill, 1924 ; N. Levtzion, 1968 p. 170.

67. Voir A. A. Boahen, 1974, vol. II, p. 191 et suivantes.

68. H. W. Debrunner, 1967, chap. VI-VII.

69. Voir T. B. Freeman, 1843.



25.11. *Un atelier de charpenterie de la mission de Bâle à Christiansborg (Accra). Gravure exécutée d'après un cliché original, probablement vers 1870.*
 [Illustration : Mission de Bâle.]

« Étudier les principaux dialectes et langues, et la transcription écrite des plus importants; introduire la presse imprimée et des manufactures locales de papier; enquêter sur le climat des différentes localités et l'introduction de la science médicale; aménager des routes et des canaux pour les transports et un système efficace de drainage pour des raisons sanitaires; partager avec les Africains les meilleures connaissances actuelles en matière agricole, et leur fournir des équipements et des semences de qualité, ainsi que des conseils au sujet des meilleures cultures à produire pour le marché mondial⁷⁰. » Les méthodistes, comme la mission de Bâle, créèrent des fermes modèles dans le district de Cape Coast. Ils firent une place aux filles dont le nombre atteignait souvent les trois dixièmes des effectifs de leurs écoles⁷¹. Mieux encore, en vue de lever la barrière linguistique qui faisait obstacle à l'évangélisation, ils avaient, dès le XVIII^e siècle, traduit les textes fondamentaux du christianisme en ga. Le révérend J. G. Christaller rédigea, en 1875, une grammaire de la langue twi; et son dictionnaire de la langue akan, publié en 1881, est encore le meilleur à l'heure actuelle⁷².

Malgré les efforts du christianisme et de l'islam dans la région, la religion traditionnelle reste largement majoritaire et survit même souvent dans les nouvelles religions.

70. H. W. Debrunner, 1967, p. 104.

71. Témoignage du révérend J. Beecham. Actes du Comité spécial sur le rapport du D^r Madden, 1842, dans G. E. Metcalfé, 1964, p. 176.

72. J. G. Christaller, 1875, 1933.

Conclusion

Au total, les pays de la boucle du Niger et du bassin de la Volta ont, par leurs conflits fratricides et intestins durant tout le XIX^e siècle, fait le lit des agressions extérieures qu'ils ont parfois même appelées pour se départager. Mais ce processus n'était-il pas contenu en puissance dans les contradictions économiques déclenchées par la traite des Noirs depuis des siècles? Les migrations et la nouvelle implantation des peuples, les tensions sociales et même les expansions politico-religieuses ne se comprennent pas sans référence à ce phénomène majeur qui a dominé les siècles précédents et dont le XIX^e siècle constitue à la fois le paroxysme et l'achèvement. Dans ce sens, ici, comme ailleurs en Afrique, le XIX^e siècle est bel et bien la fin d'une très longue époque.